

MARDI 12 JUILLET 2016

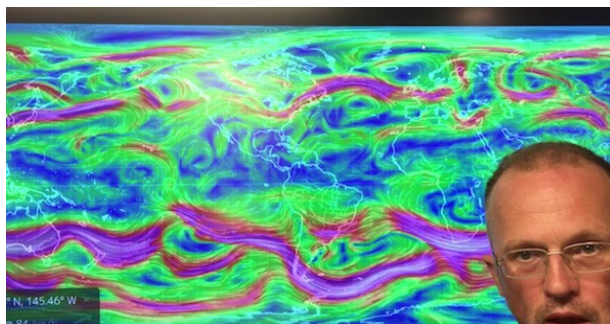
"En route vers le réchauffement atmosphérique final."

- = **Mutant atmosphérique : les saisons en danger** p.1
- = **Finally, le réchauffement a-t-il fait une pause dans les années 2000 ?** p.2
- = **La complexité de la réalité fait notre fragilité** (Biosphere) p.7
- = **Penser l'impensable** (Jean-Marc Jancovici) p.8
- = **Climat: nouveau record mondial de chaleur en mai** p.9
- = **Top 30 des centrales à charbon européennes émettant le plus de CO2** p.11
- = **La plus grosse bulle de l'Histoire** p.15
- = **François Lenglet: Certains évoquent déjà le retour à la crise financière** p.16
- = **Le monde est au bord de la plus importante destruction de richesses de toute l'histoire** p.17
- = **Qui est réellement la Fed ?** (Jim Rickards) p.22
- = **La grande différence entre des taux bas et des taux négatif** (Simone Wapler) p.25
- = **La politique monétaire donne des emplois aux robots** (Bill Bonner) p.26
- = **Le risque de faillite systémique de l'Eurozone vient de ses chambres de compensation (partie2)** (Lilianne H-K) p.28
- = **Jacques Sapir: Italie, la crise qui vient** p.38
- = **Les Vénézuéliens se ruent en Colombie pour acheter aliments et médicaments** p.43
- = **"Productivité apparente"** (Patrick Reymond) p.43
- = **Obligations, fonds d'état, le monde capitalise sur les « espoirs » de pauvreté future** (Bruno Bertez) p.45
- = **UNE LÉGÈRE INFLEXION EUROPÉENNE EN VUE ?** (François Leclerc) p.48



Mutant atmosphérique : les saisons en danger

Paul Beckwith 02/07/2016 – Monde (Breizh-info.com)



– En cette fin de mois de **Juin 2016**, une mutation atmosphérique extrêmement inquiétante agite les scientifiques du Climat : la création d'un pont entre courants atmosphériques de l'hémisphère Nord et de l'hémisphère Sud. Ce phénomène est considéré comme une monstruosité atmosphérique.

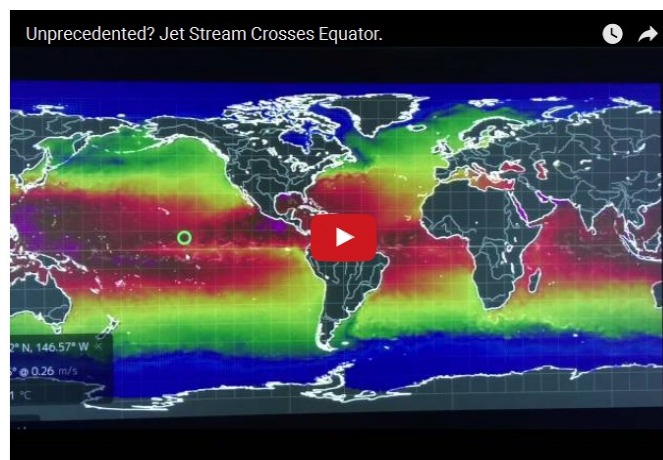
[NYOUZ2DÉS: À Montréal, la météo annonce 34 degrés Celcius pour ce mercredi 13 juillet 2016.]

Le jet Stream de l'Hémisphère Nord vient de traverser l'Equateur et a fusionné avec le jet Stream de l'Hémisphère Sud. Or ces deux courants atmosphériques de

haute altitude sont séparés, par nature, de part et d'autre de l'Equateur. Le Jet Stream, ou Courant-Jet, est un courant atmosphérique de haute altitude, entre 7 et 12 kilomètres au dessus de la surface, de plusieurs kilomètres d'épaisseur, et de 9 000 kilomètres de long. Ils résultent de la rotation de la Terre et circulent d'Ouest en Est, formant un Jet polaire et un Jet stream subtropical de part et d'autre de l'Equateur. Ils sont dits Hémisphériques. Du moins, jusqu'à présent.

Ce mutant est qualifié par les sommités de la climatologie comme « sans précédent ». Mardi, le blogueur environnemental Robert Scribbler a noté que ce « quelque chose », s'il se poursuit, menace l'intégrité de la saisonnalité. Il ajoute que c'est un scénario « *Death of Winter* ». Le Death of Winter Scenario est une hypothèse scientifique selon laquelle les changements climatiques majeurs affaibliraient la réalité des hivers sur une large surface du globe.

L'Université d'Ottawa précise par la voix du climatologue Paul Beckwith que désormais « *le système climatique se comporte de façon effrayante et sans précédent. Nous devons déclarer une situation d'urgence climatique globale* ». Il évoque également dans la vidéo suivante de graves menaces sur l'approvisionnement alimentaire global et l'augmentation des troubles géopolitiques.



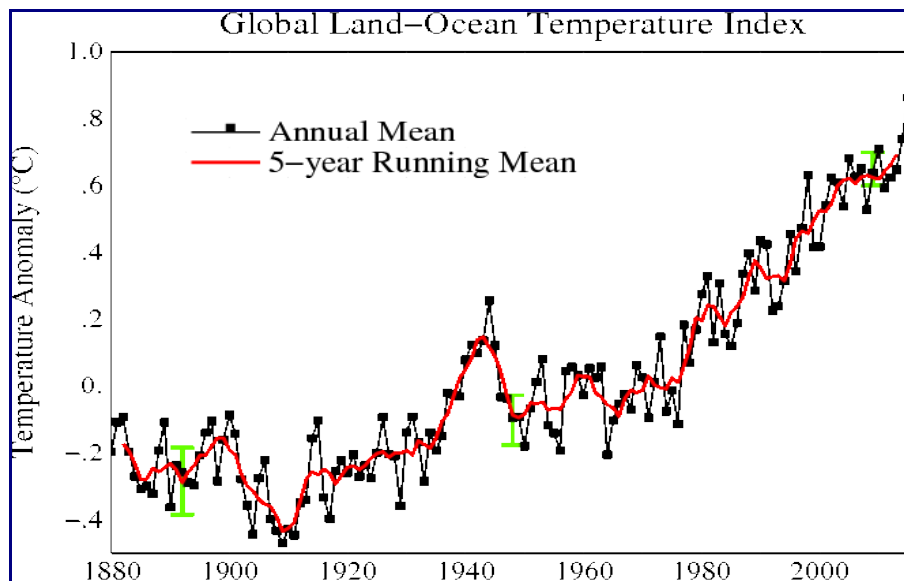
<https://youtu.be/CKasUm77D0U>

Enfin, le réchauffement a-t-il fait une pause dans les années 2000 ?

Par [Johan Lorck](#) le février 27, 2016

Un nouvel article publié par des scientifiques réputés revient sur la fameuse pause climatique des années 2000. D'après ses auteurs, le ralentissement n'a pas été exagéré et a permis d'améliorer la connaissance du climat.

Oui, le rythme du réchauffement global a bien ralenti [sur la terre ferme, mais pas la température des océans] au début du 21^e siècle. Mais non, l'effet de serre n'est pas surestimé pour autant. C'est la variabilité naturelle qui explique la tendance, d'après un article publié dans *Nature Climate Change* sous la direction de John Fyfe, spécialiste de la modélisation du climat. Ce ralentissement n'a pas empêché la décennie 2000-2009 d'être la plus chaude des archives. De plus il a été ponctuel s'il l'on en juge par le bond des températures observé depuis 2014.



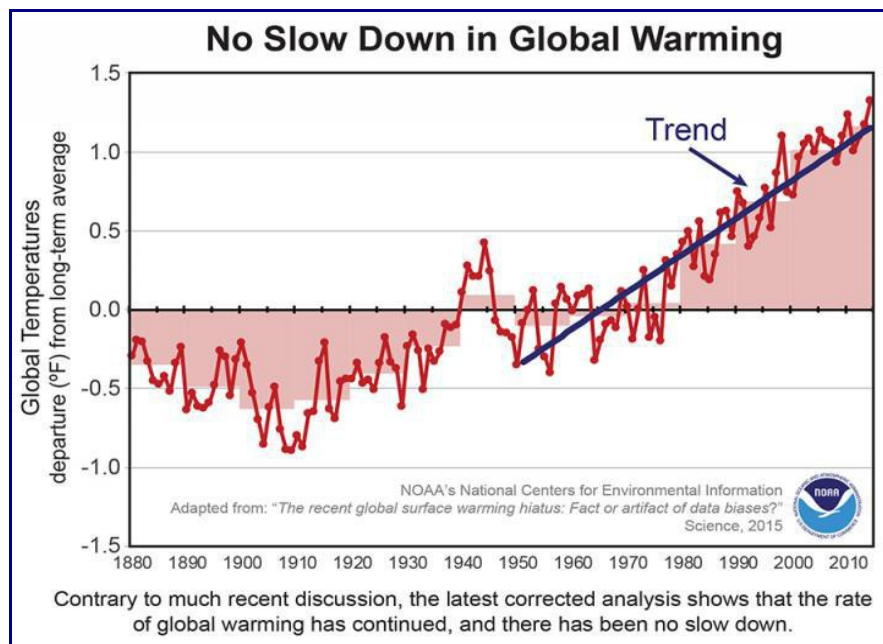
Température moyenne mondiale sur un an et sur 5 ans (base 1951-1980). Source : NASA GISS.

La médiatisation et les débats parfois tendus autour du changement climatique ont conduit un groupe de scientifiques de premier plan à revenir sur la période controversée du début des années 2000. Entre 1998 et 2012, la hausse des températures a été moins importante que les prévisions des modèles. Pour les sceptiques, cette divergence a été une occasion unique de remettre en cause la réalité du réchauffement climatique. En guise de réponse, certains scientifiques ont estimé qu'il n'y avait pas de tendance à la baisse d'un point de vue statistique. Ou ils ont tout simplement nié la pertinence statistique de ce soit-disant hiatus, jugeant non significative une échelle de temps comme la décennie. Car l'effet de serre se manifeste par une tendance indéniable au réchauffement à long terme. La variabilité a un poids trop important lorsque l'on considère des échelles de temps réduites. D'autres scientifiques ont quand même cherché à expliquer pourquoi la variabilité naturelle avait contrecarré l'effet de serre sur cette courte période.

C'est à cette dernière catégorie qu'appartiennent les auteurs du nouvel article publié dans la revue *Nature Climate Change*. Parmi ceux-ci, on trouve des scientifiques aussi réputés que [Gerald A. Meehl](#), [Matthew H. England](#) ou [Michael E. Mann](#), que l'on peut difficilement qualifier de sceptiques. Sous la direction John

Fyfe, chercheur au Centre canadien de modélisation et d'analyse du climat, l'étude repose notamment sur une analyse des tendances calculées sur des échelles de 15 ans, 30 ans et 50 ans.

Reprenant les données du Met Office, de la NOAA et de la NASA, les scientifiques ont noté un ralentissement du réchauffement – et non pas un arrêt. La tendance des années 2000 sur 15 ans est selon eux moins importante que les tendances calculées sur 30 ans ou 50 ans. Entre 2001 et 2014, le rythme du réchauffement a été moins rapide qu'entre 1972 et 2001, notent-ils. Les auteurs de l'étude ont préféré choisir 1972-2001 pour faire leur comparaison plutôt que la période 1950-1999 choisie récemment par [Karl et al.](#) dans un article démontrant l'inexistence d'une pause climatique dans les années 2000. Pour Thomas Karl, de la NOAA, le rythme du réchauffement a été de $+0,113^{\circ}\text{C}/\text{décade}$ entre 1950 et 1999 et de $0,116^{\circ}\text{C}/\text{décade}$ entre 2000 et 2014, donc il n'y pas eu de pause. Il faut préciser que l'étude de Thomas Karl prenait en compte [une nouvelle analyse des données](#) des températures de surface des océans. On peut voir ci-dessous le graphique de Karl et al. :



Pas de pause dans le réchauffement climatique : nouvelles données prises en compte par la NOAA.

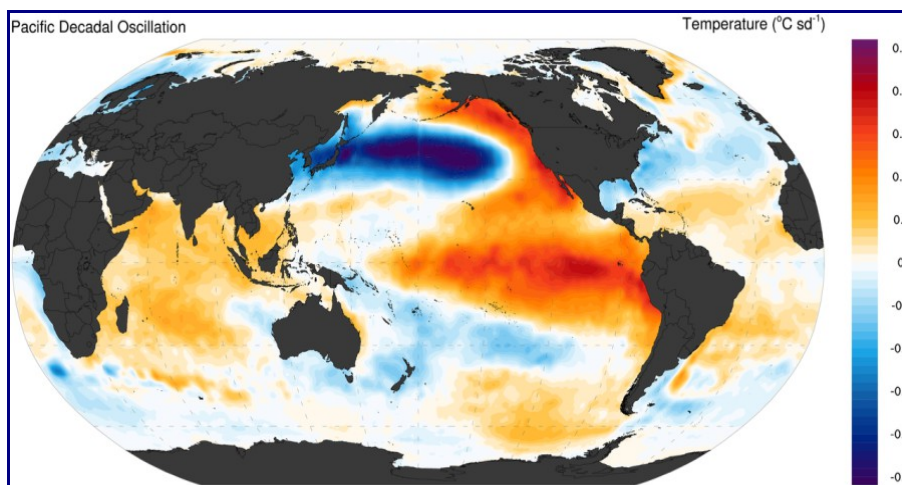
John Fyfe et ses coauteurs estiment cependant que le choix de la période 1950-1999 par Thomas Karl pose problème. Dans les années 1950 à 1970, l'effet de serre était moins important et les émissions d'aérosols (qui ont un effet refroidissant) étaient en forte augmentation, contrecarrant le CO_2 . Ils jugent donc plus judicieux de comparer les années 2000 à la période qui débute après la fin du grand hiatus en 1972. Sur la période 1972-2001, le rythme du réchauffement a été d'environ $+0,17^{\circ}\text{C}$ par décennie, à comparer avec les $+0,11^{\circ}\text{C}$ observé par Karl et

al. entre 2000 et 2014.

Autre élément intéressant du commentaire publié dans *Nature Climate Change* : les scientifiques ont passé en revue les différents mécanismes avancés pour expliquer la divergence entre les modèles et les observations. Les recherches sur le hiatus ont notamment permis une meilleure compréhension des variations décennales de l'océan. L'un des événements les plus importants des années 2000 a été l'intensification considérable des alizés, ces vents qui soufflent d'est en ouest à la surface du Pacifique. Associés à un phénomène appelé Oscillation décennale du Pacifique (PDO), ces vents ont contribué de manière substantielle au refroidissement de la température de surface de l'Océan Pacifique, dont l'impact sur le climat mondial est déterminant.

[Comme mentionné par Guy McPherson:] Une étude menée en 2014 par Matthew England avait montré que l'accélération des vents d'est dans les années 2000 – à un niveau sans précédent sur les 100 dernières années – avait permis d'enfouir davantage de chaleur dans l'ouest de l'océan Pacifique, faisant remonter des eaux plus froides à la surface de l'autre côté, à l'est. Ce renforcement des alizés aurait ainsi refroidi l'atmosphère de 0,1 à 0,2 degrés.

Les prévisions tirées de la moyenne des modèles se basent sur de multiples simulations qui tendent à lisser la variabilité naturelle, d'où une différence avec les observations. Cependant, les modèles (10 sur 262) qui ont retenu comme hypothèse une phase froide de la PDO ont bien simulé le ralentissement des températures du début du 21^e siècle, confirmant le rôle de la variabilité naturelle. Gerald Meehl l'a montré dans un article publié en 2014. En outre, certaines études ont fait état d'un enfouissement accru de chaleur dans l'océan pendant les périodes de hiatus.



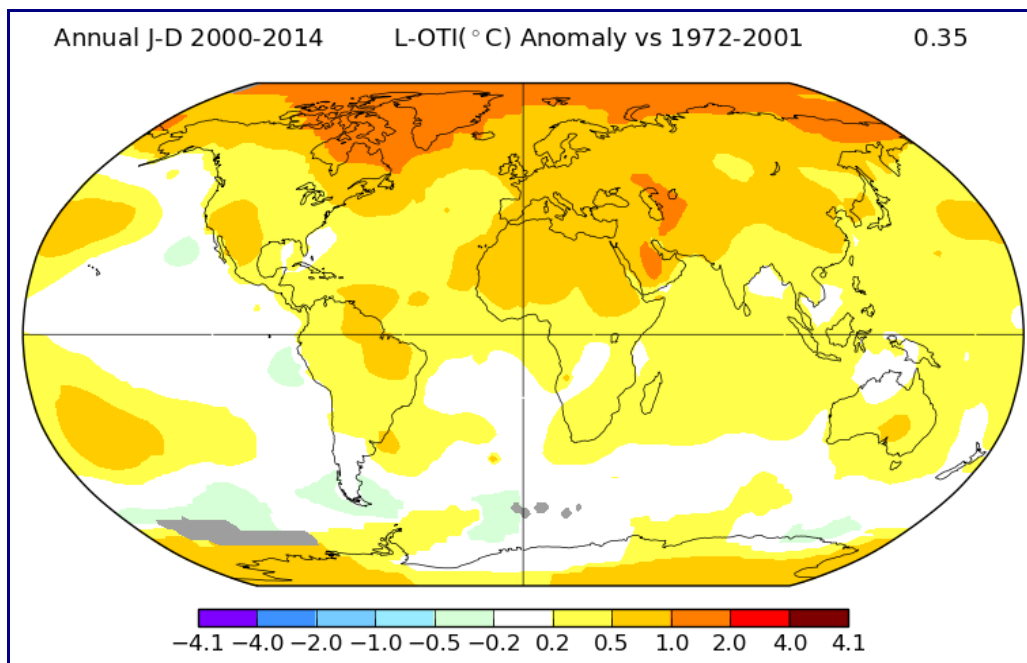
Phase positive de la PDO (Source : Wikipedia)

Les auteurs rappellent également le rôle des éruptions volcaniques. Ils citent

notamment les travaux de Susan Solomon, pour qui les aérosols stratosphériques ont annulé un quart du réchauffement dû aux émissions de gaz à effet de serre entre 2000 et 2010. L'impact des petites éruptions volcaniques aurait été sous-estimé. Les très grosses éruptions comme celle du Mont Pinatubo en 1991 ne seraient pas les seules à avoir un impact climatique global, contrairement à ce que l'on pensait auparavant.

Enfin, parmi les autres explications avancées, figure le réchauffement de l'Arctique. Très important depuis 2000, il ne serait pas assez pris en compte par les agences qui calculent la température moyenne du globe. On manque en effet de stations dans le grand nord. Si le réchauffement n'est pas bien capté dans cette région, la moyenne globale est fatalement biaisée. Mais les auteurs de l'étude écartent cette hypothèse car les satellites ont également montré l'existence d'une pause climatique après 1998 malgré leur couverture de l'Arctique. C'est vrai mais cet argument est à relativiser. [Kevin Cowtan](#) a établi qu'un indice utilisant les satellites en complément des stations au sol montrait une pause des températures moins marquée.

On peut voir ci-dessous une carte des anomalies de la NASA montrant les écarts de température annuelle entre la période 2000-2014 et 1972-2001. Il apparaît comme évident que la hausse a été le plus prononcée dans l'Arctique et que le Pacifique ouest s'est davantage réchauffé que le Pacifique est, ce qui confirme les analyses de Matthew England, Gerald Meehl et Kevin Cowtan.



Écart de température entre la période 2000-2014 et 1972-2001. Source : [NASA](#) GISS.

Au final, les auteurs concluent qu'il y a bien eu une tendance au réchauffement

moins soutenue dans les années 2000. Cependant, il n'y a pas de quoi y voir un changement significatif, d'autant que les températures ont augmenté nettement depuis 2014. Peut-être un commentaire sur Twitter de Gavin Schmidt, le directeur du NASA GISS, résume-t-il bien le débat : « yes, decadal variability in 1998-2012 period is interesting for it's own sake ». Traduction : la variabilité naturelle a bien joué sur les températures entre 1998 et 2012, c'est un sujet intéressant en lui-même... Autrement dit : n'y voyons pas un sujet portant sur la sensibilité du climat au CO2.

Au contraire, les obstacles au réchauffement ont été tellement nombreux dans les années 2000, qu'il semble peu sérieux d'utiliser cette période comme un argument relativisant l'impact des gaz à effet de serre. Gerald Meehl, l'un des auteurs de l'article, estime que l'on pourrait être en passe d'assister à l'émergence d'une phase de PDO positive dans le Pacifique. Pour les années 2016 à 2020, le Met Office prévoit une anomalie globale entre +0,70°C et +1,19°C par rapport à la moyenne du 20^è siècle. La température à la surface de la terre ne retomberait donc pas sous le niveau de 2014 (+0,72°C) et pourrait être nettement au-dessus de 2015 (+0,84°C), année marquée par un record de chaleur.

La complexité de la réalité fait notre fragilité

Biosphere 07 juillet 2016

Pendant près de 200 000 ans, nous avons vécu dans des petits groupes simples, quelques douzaines d'individus ou moins. Ce n'est que depuis 10 000 ans que certaines sociétés humaines ont commencé à grossir et à se complexifier. La manière dont nous vivons actuellement est une anomalie.

En effet dans tout système vivant, la complexité a un coût métabolique. Plus un système est complexe, plus il nécessite de l'énergie. Chez les humains, nous comptabilisons les coûts de la complexité par le travail, l'argent, le temps ou les nuisances. Dans tous les cas, il s'agit de transformation de l'énergie. Nous ne percevons pas les coûts de la complexité aujourd'hui, car ils sont subventionnés par les combustibles fossiles. Sans ces derniers, les sociétés modernes ne pourraient pas être aussi complexes qu'elles le sont. Notre complexité s'accroît car elle est très utile pour résoudre les problèmes créés par la complexité. Confrontés à des difficultés, les solutions que nous mettons en place tendent à impliquer plus de technologie élaborées, la prolifération de rôles sociaux et de spécialisations, le traitement d'une plus grande quantité d'informations, ou l'engagement dans de nouvelles sortes d'activités. Par exemple, pour faire face au terrorisme, nous créons de nouvelles agences gouvernementales et augmentons les contrôles sur

tous les types de comportements d'où une menace peut émerger. Cela engendre des coûts monétaires et se répercute sur chacun d'entre nous.

Mais la complexité dans les résolutions de nos problèmes atteint le point des rendements décroissants : passé un seuil, vous payez de plus en plus pour obtenir de moins en moins de bénéfices. Quand ce niveau est atteint, une société est fragilisée sur le plan fiscal et devient moins capable de résoudre les problèmes. Nous pouvons voir dans les crises financières actuelles, solutionnées par un endettement croissant, que nous avons atteint les rendements décroissants. Après avoir épuisé l'énergie bon marché et la dette abordable, nous perdons notre capacité à résoudre nos problèmes. C'est ce processus qui a entraîné l'effondrement d'anciennes civilisations comme l'Empire romain. Le haut Moyen Âge a été une période pendant laquelle les sociétés étaient largement simplifiées.

Les deux tiers de la population mondiale sont aujourd'hui en vie grâce au pétrole. Tout repose sur l'énergie fossile, la production industrielle de nourriture, les installations sanitaires et la médecine moderne. Sans financement possible, les puits de pétrole ne sont pas forés, les champs ne sont pas ensemencés, les automobiles ne sont pas vendues, les biens et les personnes ne sont plus transportés, les gens sont au chômage. L'endettement n'est possible que quand les économies sont en croissance, mais une économie en croissance nécessite de plus en plus d'énergie. Si le système de transports tombe en panne, à cause d'un manque de pétrole ou de finances, les villes n'auront plus de nourriture. En trois mois, peut-être trois ou quatre milliards de gens mourraient. Nous dépendrions à nouveau de l'énergie solaire et la plupart d'entre nous seraient paysans...

.... source de ce texte extraordinaire que nous avons résumé :

Joseph Tainter dans le livre « Le progrès m'a tué »

(éditions Le pas de côté, 230 pages pour 20 euros)

Penser l'impensable

Tribune parue dans Les Echos du 29 mars 2016

site de l'auteur : www.manicore.com - contacter l'auteur : jean-marc@manicore.com

Inédit : voici un adjectif qui correspond parfaitement à la **température positive enregistrée au Pôle Nord le 1er janvier dernier**, ou à la sécheresse millénaire connue par la Californie en 2015. Pour les urbains que nous sommes devenus, ces épisodes "inédits" restent largement désincarnés : sécheresse ou pas, températures exceptionnelles ou pas, cyclones aux Philippines ou pas, nous ne voyons la différence ni dans notre travail quotidien, ni dans la quantité ou le prix de la

nourriture et des vêtements disponibles au magasin. Alors pourquoi s'en faire ?

L'histoire qui commence ne va pourtant ressembler à rien de ce que nous connaissons. Depuis la sédentarisation de notre espèce – 10.000 ans en gros – le climat planétaire était à peu près stable : à cause du changement climatique induit par les hommes il va de plus en plus cesser de l'être.

Depuis 2 siècles, l'approvisionnement de l'humanité en énergie facile d'emploi – les combustibles fossiles – était croissant, nous conférant une capacité à modifier notre environnement à un rythme lui aussi inédit dans l'histoire : la tendance s'est déjà inversée dans les pays de l'OCDE.

Aujourd'hui encore, les kWh domptent les degrés. Si la pluie fait défaut, nous pouvons faire venir de l'eau ou de la nourriture d'ailleurs ; si des logements, des usines ou des ponts sont détruits, nous pouvons les reconstruire rapidement ; si des espèces disparaissent, les produits de notre industrie nous fournissent les mêmes services... et tout cela grâce à l'énergie, qui met en face de toute adversité des machines bien plus puissantes que nos muscles.

Mais la croissance de l'énergie mondiale aura une fin, car 80% provient de stocks finis (pétrole, gaz, charbon). Pour des raisons physiques, les nouvelles énergies renouvelables (moins de 2% aujourd'hui) ne pourront compenser le déclin, loin s'en faut.

Le « business as usual » - comprendre la ligne de pente - ne sera donc pas la perpétuation du monde actuel, mais la conjonction de surprises climatiques – et environnementales - qui iront en croissant, avec en face des moyens décroissants : l'inédit risque de devenir notre pain quotidien. Relever ce défi demande, plus que jamais, de penser l'impensable.

Climat: nouveau record mondial de chaleur en mai

Par lefigaro.fr, AFP, AP, Reuters Agences Mis à jour le 16/06/2016



*Des enfants jouent dans un iceberg en train de fondre, à Nuuk, au Groenland, le 13 juin.
Crédits photo : STAFF/REUTERS*

La planète a connu le mois de mai le plus chaud jamais enregistré, a annoncé jeudi l'Agence américaine océanique et atmosphérique (NOAA). Il s'agit du treizième mois consécutif au cours duquel un record de chaleur a été battu.

Le réchauffement climatique progresse. L'Agence américaine océanique et atmosphérique (NOAA) [a publié jeudi son dernier rapport](#), et il est significatif. En mai 2016, la température moyenne à la surface des terres et des océans a été $0,87^{\circ}\text{C}$ au-dessus de la moyenne du siècle passé pour s'établir à $14,7^{\circ}\text{C}$. Le record de 2015 a ici été battu de $0,02^{\circ}\text{C}$. Pour la période de janvier à mai 2016, le thermomètre est également monté au plus haut dans les annales, la température moyenne sur les terres et océans se situant $1,07$ degré Celsius au-dessus de la moyenne du XXe siècle, qui était de $13,05^{\circ}\text{C}$.

Ces données s'inscrivent dans une évolution climatique courant depuis 1997. Après cette date, première année depuis 1880 à avoir connu une montée record du thermomètre sur le globe, 16 des 18 années qui ont suivi ont été plus chaudes.

«L'évolution du climat que nous observons à ce stade cette année est de nature à nous alarmer», a récemment déclaré David Carlson, directeur du programme mondial de recherche sur le climat à Genève. Il a déploré «des températures exceptionnellement élevées, des taux de fonte des glaces arctiques en mars et mai qu'on ne voit pas normalement avant juillet et des précipitations exceptionnelles».

Printemps le plus chaud en Alaska

La chaleur a été particulièrement prononcée dans l'hémisphère nord. L'Alaska a connu son printemps le plus chaud jamais enregistré, et ce par une marge importante. En Finlande, la température moyenne en mai a été de 3 à 5°C au-

dessus de la moyenne dans la plupart du pays, selon l'Institut météorologique finlandais. Plus récemment, Nuuk, la capitale du Groenland, a enregistré un record de température pour juin avec 24,8°C.

Dans l'hémisphère sud, l'Australie a connu son automne le plus chaud avec une température 1,86°C au-dessus de la moyenne.

Les eaux océaniques plus chaudes ont également contribué à un blanchissement sans précédent de la Grande Barrière de Corail, selon l'ONG australienne [the Climate Council](#).

Les températures record en mai ont été accompagnées d'autres événements météorologiques extrêmes, dont de fortes précipitations en Europe, comme en France, et dans le sud des États-Unis.

Le courant chaud équatorial du Pacifique El Nino, qui est réapparu en 2015, a contribué à cette montée record des températures, a relevé jeudi, lors d'une conférence de presse téléphonique, Deke Arndt, responsable des centres nationaux de surveillance du climat de la NOAA.

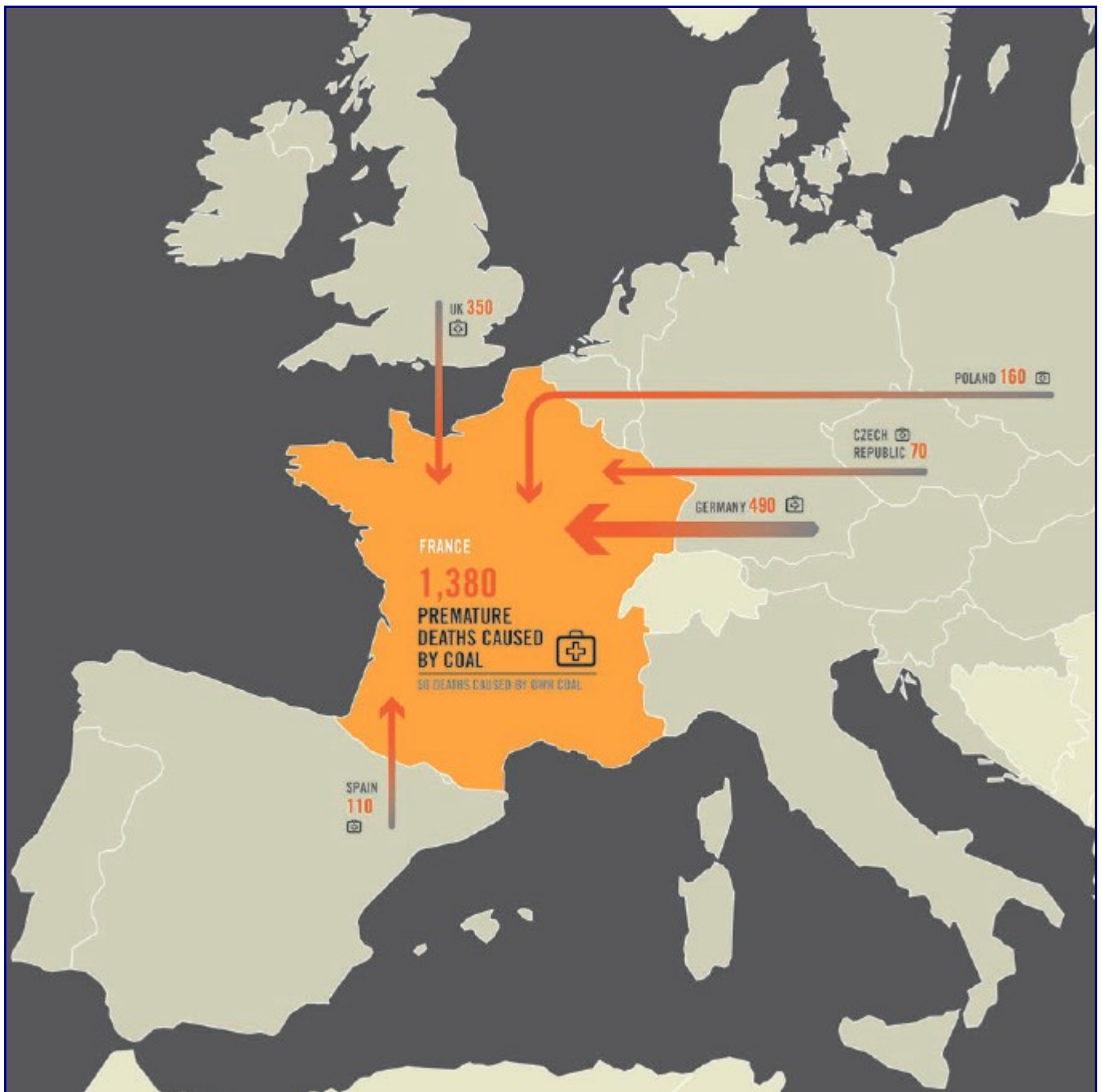
«Cette chaleur provient en grande partie des océans depuis les deux dernières années en raison du courant équatorial du Pacifique El Nino. Et bien qu'encore importante, l'anomalie de température était moins importante en mai que durant les derniers mois», a-t-il dit, prévoyant la poursuite du refroidissement des océans avec l'affaiblissement de ce courant.

Selon le scientifique, «la forte intensité du courant El Nino explique seulement une partie de ces températures élevées», pointant du doigt l'augmentation des gaz à effet de serre provenant des activités humaines.

Top 30 des centrales à charbon européennes émettant le plus de CO2

Dr Pétrole et Mr Carbone Publié le **6 juillet 2016**

Selon un nouveau rapport et outre les milliers de morts prématurées qu'elles provoquent chaque année, les trente centrales à charbon européennes les plus sales émettent environ la moitié du CO2 injecté dans l'atmosphère par l'ensemble des 280 centrales utilisant cette source d'énergie en Europe, du Royaume-Uni à la Pologne, en passant par l'Allemagne, l'Espagne, les Pays-Bas, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, la République tchèque, la Hongrie, etc.



Décès prématurés attribués pour 2013 en France aux centrales à charbon européennes.

Doc. Europe's dark cloud

Selon un [rapport intitulé Europe's Dark Cloud](#) et publié par le Réseau action climat Europe ([CAN Europe](#)), l'Alliance pour la santé et environnement ([HEAL](#)), [Sandbag](#) et le [WWF](#), les centrales à charbon actuellement opérationnelles en Europe, ont causé la mort prématurée d'environ 22 900 personnes en 2013, ce qui est comparable aux 26 000 morts causés par le trafic routier la même année.

France: 1200 décès prématurés consécutifs à la pollution au charbon venant

d'Allemagne, du Royaume-Uni, de Pologne, d'Espagne et de République tchèque

Ajoutant que ces centrales sont également responsables de 11800 nouveaux cas de bronchites chroniques et de 21 000 admissions dans les hôpitaux la même année, le rapport estime que la facture globale de santé due au charbon peut s'élever, dans la fourchette haute, à plus de 62 milliards de d'euros.

Pays par pays, il détaille également les morts prématurées causées par le charbon au-delà des frontières entre lesquelles se trouvent ces centrales, en particulier à cause du voyage des particules fines. Ainsi, à elles seules, les centrales à charbon d'Allemagne et de Pologne causent plus de 7000 décès prématurés dans les autres pays d'Europe: 4700 morts provenant du charbon polonais, 2500 du charbon allemand. Ce nombre de décès prématurés causés à l'extérieur des pays où se trouvent les centrales, s'élève à 1600 pour la Roumanie, à 1300 pour le Royaume-Uni ou encore à 1300 pour la République tchèque.

« Le plus gros impact « hors frontière » dû au charbon a été constaté en France avec 1200 décès prématurés consécutifs à la pollution au charbon venant d'Allemagne, du Royaume-Uni, de Pologne, d'Espagne et de République tchèque », ajoute ce rapport.

Des centrales qui « devraient être fermées prioritairement » mais qui peuvent être subventionnées par le biais du marché carbone européen

Au niveau européen, le rapport remarque que plus de la moitié des décès prématurés sont attribuables à 30 centrales. Beaucoup d'entre elles se trouvent également dans le Top 30 des centrales les plus émettrices de CO2, responsables globalement, avec 367 millions de tonnes, d'au moins la moitié des émissions de CO2 issues des centrales à charbon européennes en 2015, soit près de 10% des émissions totale de l'UE.

Dix-neuf de ces centrales sont situées en Allemagne (8), en Pologne (6) et, même après le « Brexit », au Royaume-Uni (5). « Ces centrales devraient être fermées prioritairement », estime le rapport, sachant que l'on trouve au total 280 centrales à charbon actuellement à travers l'Union européenne. Cependant, loin d'être encore fermées, ces centrales thermiques « sales et toxiques » peuvent au contraire être jusqu'alors subventionnées par le biais du marché carbone européen.

1 Belchatow (Pologne) 37,1 millions de tonnes de CO2, 2 Neurath (Allemagne) 32,1 millions de tonnes, 3 Niederaussem (Allemagne) 27,3 millions de tonnes

Voici ce Top 30 2016 des centrales les plus émettrices de gaz carbonique, avec entre autres comme exploitants RWE, Vattenfall, EDF, Engie (ex-GDF-Suez)...

- 1 Belchatow (PGE , Pologne) 5 400 MW pour 37,1 millions de tonnes de CO2 en 2015
- 2 Neurath (RWE, Allemagne) 4 168 MW pour 32,1 Mt CO2
- 3 Niederaussem (RWE, Allemagne) 3 430 MW pour 27,3 Mt CO2
- 4 Jänschwalde (Vattenfall, Allemagne) 2 790 MW pour 23,3 Mt CO2
- 5 Boxberg (Vattenfall, Allemagne) 2 427 MW pour 19,4 Mt CO2
- 6 Weisweiler (RWE, Allemagne) 1 800 MW pour 18,1 Mt CO2
- 7 Drax (Drax Power, Royaume-Uni) 2 580 MW pour 13,2 Mt CO2
- 8 Brindisi Sud (Enel, Italie) 2 428 MW pour 13,1 Mt CO2
- 9 Schwarze Pumpe (Vattenfall, Allemagne) 1 500 MW pour 12,2 Mt CO2
- 10 Kozenice (Enea, Pologne) 2 919 MW pour 11,4 Mt CO2
- 11 Maritza East 2 (Bulgarian Energy Holding EAD, Bulgarie) 1 473 MW pour 11,2 Mt CO2
- 12 Torrevaldaliga (Enel, Italie) 1 821 MW pour 10,7 Mt CO2
- 13 Agios Dimitrios (DEI, Grèce) 1 456 MW pour 10,6 Mt CO2
- 14 Lippendorf (Vattenfall- EnBW, Allemagne) 1 750 MW pour 10,3 Mt CO2
- 15 Kardias (DEI, Grèce) 1 110 MW pour 8,9 Mt CO2
- 16 Sines (Edp Producao, Portugal) 1 192 MW pour 8,7 Mt CO2
- 17 West Burton (EDF, Royaume-Uni) 2 012 MW pour 7,7 Mt CO2
- 18 Turow (PGE, Pologne) 1 488 MW pour 7,6 Mt CO2
- 19 Abono (Hc Energia, Espagne) 843 MW pour 7,5 Mt CO2
- 20 As Pontes (Endesa, Espagne) 1 403 MW pour 7,5 Mt CO2
- 21 Longannet (Scottish Power, Royaume-Uni) 2 260 MW pour 7,5 Mt CO2
- 22 Mannheim (Grosskraftwerk Mannheim, Allemagne) 1 953 MW pour 7,3 Mt CO2
- 23 Cottam (EDF, Royaume-Uni) 2 008 MW pour 6,8 Mt CO2
- 24 Aberthaw (RWE, Royaume-Uni) 1 586 MW pour 6,7 Mt CO2
- 25 Rybnik (EDF, EnBW Pologne) 1 775 MW pour 6,5 Mt CO2
- 26 Litoral (Endesa, Espagne) 1 066 MW pour 6,4 Mt CO2
- 27 Matrai Eromu (RWE, Hongrie) 812 MW pour 6,4 Mt CO2
- 28 Połaniec (Engie, Pologne) 1 657 MW pour 6,3 Mt CO2
- 29 Centrale Maasvlakte (E.ON, Pays-Bas) 1 040 MW pour 5,9 Mt CO2
- 30 Opole (PGE, Pologne) 1 532 MW pour 5,8 Mt CO2

La plus grosse bulle de l'Histoire



Phoenix Capital
Gains, Pains and Capital

Publié le 12 juillet 2016

Il est parfois critique d'adopter une vision d'ensemble aussi détaillée que possible. Le monde financier a alloué du capital... des trillions de dollars de capital... en conséquence directe des tentatives des banques centrales de s'accaparer le marché des obligations.

Au sein du système monétaire actuel basé sur la dette, les obligations souveraines représentent le fondement de la finance.

Tous les autres actifs qui existent dans le monde sont négociés en fonction du négoce des obligations souveraines (comme les bons du Trésor ou les obligations allemandes).

Si les banques centrales manipulent les obligations au travers de leurs achats d'obligations et des taux d'intérêt zéro ou négatifs, le système financier tout entier commence à mal évaluer le risque.

Voyons ce qui se passe aujourd'hui en Suisse.

Les obligations souveraines suisses sont porteuses de rendements négatifs jusqu'à trente ans.

Pour dire les choses autrement, le marché des obligations est évalué de telle manière que les investisseurs acceptent de payer le gouvernement suisse jusqu'en 2046 pour leur droit de posséder de ses obligations.

Et ils le sont pour deux raisons :

- 1) La BCE a annoncé qu'elle achèterait des obligations au cours des mois à venir. Les investisseurs ne font que prendre les devants sur ses achats d'obligations.
- 2) Le capital sait très bien que le système tout entier est dans une bulle, c'est pourquoi il fuit vers des actifs de couverture tels que les obligations suisses.

Il n'y a simplement aucune raison pour laquelle cette situation se terminera bien. Elle peut sembler sensée au vu du profil de risque actuel. Mais si ce profile changeait ne serait-ce qu'un petit peu, les obligations suisses, comme toutes les autres obligations porteuses de rendements négatifs, s'ajusteront en conséquence.

Cet ajustement n'affectera pas seulement les obligations... il affectera aussi tout le reste.

Oubliez la Suisse, et appliquez tout cela au système financier dans son ensemble.

Les corporations ont émis de la dette à un rythme record en fonction du négoce des obligations. Aujourd'hui, les obligations d'entreprises ont une note de crédit catastrophique aux Etats-Unis. Nous faisons face à une bulle qui n'attend que la pointe d'une aiguille.

Et les entreprises américaines ne sont pas les seules dans leur cas. Les sociétés des marchés émergents ont emprunté plus de 3 trillions de dollars de dette, dont une majorité est libellée en dollars. Si le dollar recommençait à grimper, nous ferions là aussi face à une bulle en passe d'éclater.

Et puis il y a les grosses banques.

Les grosses banques disposent de plus de 555 trillions de dollars de produits dérivés basés sur les rendements des obligations. On nous répète sans cesse que ce n'est pas un problème, parce que les gens qui négocient ce genre de choses sont les plus intelligents au monde. Mais pour donner un peu de perspective à tout ça, le marché des swaps de défaut de crédit qui a failli faire imploser le système financier global en 2008 ne faisait qu'un dixième de cette taille.

Peu importe où nous regardons, il y a partout du capital mal alloué ou des bulles... et toutes sont basées sur le fait que les obligations n'évaluent pas correctement le risque en raison des interventions des banques centrales.

Peut-être la plus grosse bulle est-elle aujourd'hui celle des banques centrales, ou celle de l'idée selon laquelle les banques centrales pourront gérer la situation.

Elles ont déjà perdu le contrôle par le passé. Et elles le perdront une nouvelle fois. Mais cette fois-ci, elles seront à court de munitions.

François Lenglet: Certains évoquent déjà le retour à la crise financière

RTL et BusinessBourse.com Le 12 Jul 2016



<https://youtu.be/s2XV68a7PIs>

Deux semaines après le référendum du 23 juin outre-Manche, les signaux d'alarme économiques se multiplient. Certains évoquent déjà le retour de la crise financière.

Il n'y avait pas de raison de s'inquiéter jusqu'ici. Mais les derniers développements financiers sont problématiques. C'est l'immobilier qui flanche à Londres.

Mercredi 6 juillet, plusieurs fonds communs de placement dans l'immobilier britanniques ont été suspendus.

LIEN: Le BREXIT pourrait tout changer, et surtout faire plonger l'Europe dans un chaos financier

En clair, les épargnants qui avaient mis leur argent dans ces fonds ne peuvent plus les retirer. Les demandes de retrait ont été tellement importantes que les fonds ne pouvaient plus assurer, car tous les investisseurs craignent que le prix de l'immobilier ne chute – et en particulier celui du haut de gamme – à cause du départ des financiers de Londres.

C'est un marché immobilier très volatile. Les prix varient quelquefois de plusieurs pour-cents par mois dans la capitale anglaise, à la hausse comme à la baisse. Voilà plusieurs années qu'il avait fortement augmenté. Il y a une bulle. Du coup, à la moindre alerte, tout le monde est tenté de vendre pour prendre sa plus-value. **Une bulle immobilière qui éclate, cela fait toujours des dégâts dans les comptes des banques.**



Olivier Delamarche: "Economiquement, le Japon est une catastrophe !"

Publié le 12 juillet 2016 à 08:00:11 par Tiger54 / 0 commentaire / 649 Vues

Olivier Delamarche, associé et gérant de Platinum Gestion, membre des econoclastes s'est exprimé sur la situation économique du Japon. – Intégrale... Lire la suite

Egon Von Greyerz: le monde est au bord de la plus importante destruction de richesses de toute l'histoire

KingWorldNews et BusinessBourse.com Le 11 Juil 2016



Alors que les cours de l'Or et de l'argent bondissent à nouveau, aujourd'hui

l'homme qui est devenu une légende pour ses anticipations de quantitative Easing(Planche à billets), dans les fluctuations des devises et sur des événements mondiaux majeurs vient d'alerter [kingworldnews](#) sur le fait que le monde se trouve maintenant au bord de la plus importante destruction de richesses de toute l'histoire.

Egon von Greyerz fondateur de [Matterhorn Asset Management & GoldSwitzerland](#)

Egon von Greyerz: “Les investisseurs du monde entier n’ont jamais été confrontés à cet énorme risque auquel la planète entière est maintenant exposée. Mais malheureusement, très peu d’entre eux sont conscients de ce risque sans précédent. Pour ceux qui l’ont compris et prennent les bonnes décisions, cela les amènera à faire fortune. Mais très peu seront à même de faire les bons choix. Au lieu de cela, la plupart des investisseurs continueront à vivre dans l’espoir que le système actuel durera éternellement, mais malheureusement, ces gens là finiront dans la misère”...

Le risque est maintenant juste sous nos yeux, mais comme je l’ai dit, très peu de gens sont en capacité de le voir. Pour être clair et précis, vous trouverez ci-dessous certains de ces risques:

Aucun état souverain ne remboursera jamais sa dette – C’est une affirmation incontestable et celui qui ne veut pas le comprendre ou l’admettre, vit tout simplement dans le déni. La dette souveraine a augmenté de façon exponentielle au cours des deux dernières décennies, et les gouvernements n’ont ni la capacité ni l’intention de rembourser quoi que ce soit à leurs créanciers. Ils n’ont même plus les moyens de rembourser les intérêts de la dette et c’est la raison pour laquelle un nombre toujours plus important de pays ont des taux d’intérêt négatifs. Ainsi, non seulement ils ne peuvent pas rembourser le capital, mais les investisseurs perdent maintenant de l’argent en rémunérant des nations en faillite avec pour seul “privilège” de conserver leurs obligations papier sans valeur. Il est incompréhensible que les investisseurs soient prêts à détenir près de 100.000 milliards de dollars de dettes avec un rendement nul voire négatif et avec aucune chance de récupérer leur argent. Personne ne se soucie du retour sur investissement et maintenant il semble même que les investisseurs ne s’en soucient plus. Cette situation est dramatique et elle finira par conduire à un effondrement total des dettes souveraines.



Aucune banque ne rendra l'argent à ses déposants – Je sais que très peu de gens croient à cette affirmation. Car si c'était le cas, les déposants et clients bancaires ne laisseraient pas environ 200.000 milliards d'actifs au sein du système financier et ce sans compter les 1.500.000 milliards de dollars supplémentaires dans le système bancaire. Les actions des banques européennes, qu'il s'agisse de la Deutsche Bank en Allemagne ou de la banque Monte Paschi en Italie, continuent de s'effondrer vers de nouveaux plus bas historiques. Comme je l'ai déjà expliqué dans un article récent, la valorisation des actions de la plupart des banques européennes, ainsi que de nombreuses banques américaines comme Citigroup ou Bank of America s'est effondrée de 70 à 95% depuis 2006 et ces valeurs bancaires finiront par ne plus rien valoir du tout. Les crédits à la consommation continue de croître de façon exponentielle. Le montant total des prêts étudiants aux États-Unis atteint maintenant à 1400 milliards de dollars, et a été multiplié par 3 depuis 2006. Et le taux de délinquance est en hausse exponentielle à mesure que la plupart des étudiants n'arrivent plus à trouver un emploi.

Les marchés boursiers vont s'effondrer de 90% voire plus – Je sais que la plupart des investisseurs pensent que cette affirmation est complètement stupide... Mais permettez-moi de leur rappeler que lorsque le Dow Jones s'était effondré 90% entre 1929 et 1932, la santé économiques aux Etat-Unis ainsi que dans le reste du monde étaient bien meilleure que celle que nous observons actuellement. Les conditions économiques se dégradent rapidement actuellement dans le monde entier, mais les marchés financiers continuent de progresser à des niveaux vertigineux. Les investisseurs placent leur foi dans l'impression monétaire et donc dans des billets de monopoly qui n'ont aucune valeur tangible. Les bénéfices des sociétés composant le S&P 500 sont en baisse depuis 5 trimestres consécutifs. Le Dow Jones est survalorisé puisqu'il valorise près de 24 fois le bénéfice net par action aux normes GAAP. Et le chiffre

d'affaires, ajusté aux rachats d'actions, est en baisse d'1/3 depuis 2006. Oui, les gouvernements du monde entier lanceront cette année le programme d'impression monétaire le plus massif de toute l'histoire. Mais ce sera comme pisser dans un violon et cela n'aura aucun impact sur l'économie mondiale. Le temps où les méthodes keynésiennes qui semblaient faire croire à une création de prospérité en imprimant des morceaux de papier sans valeur (ou de la monnaie électronique) est maintenant révolu. L'impression monétaire et donc l'argent imprimé ne fera qu'aggraver le problème d'endettement. Et le monde va bientôt comprendre que l'on ne peut pas résoudre un problème en appliquant les mêmes méthodes et recettes qui sont à l'origine de toutes les difficultés que nous vivons.



Les marchés immobiliers vont s'effondrer – Les très faibles taux d'intérêt et la frénésie spéculative ont créé des bulles sur les marchés immobiliers dans le monde entier. Nous avons eu le premier signal d'alerte en 2006, mais grâce à une impression monétaire massive d'environ 25.000 milliards de dollars, les gouvernements et les banques centrales ont réussi à retarder l'inévitable. Depuis, la dette globale a augmenté de 2/3 et les taux d'intérêt ont chuté, passant de 6% à zéro voire sont même parfois négatifs. En Suisse, un prêt immobilier sur 15 ans s'octroie maintenant à un taux de 1,25% et en Suède, vous payez seulement les intérêts, sans jamais rembourser le capital. Et au Royaume-Uni, **7 grandes sociétés investies dans l'immobilier britannique ont gelé leurs fonds à la suite d'un afflux de demande de rachat de parts.** Cela représente 50% des fonds dans l'immobilier commercial et c'est un signal d'alerte qui devrait être pris au sérieux comme le fût la crise des subprimes aux Etats-Unis en 2006. La Chine, avec ses 34.000 milliards de dollars de dettes et **ses nombreuses villes fantômes et propriétés désespérément vides,** aura également d'énormes problèmes.

Les monnaies continueront de se déprécier et finiront par ne plus rien valoir – Les déficits publics de la plupart des pays et l'explosion des dettes souveraines vont mettre une pression constante sur l'ensemble des monnaies. La plupart

d'entre-elles ont perdu entre 97 et 99% de leur valeur au cours des 100 dernières années. Il ne leur reste plus qu'à perdre de 2 à 3 % pour finir par ne plus rien valoir et c'est ce qui va se passer dans les 4 à 7 prochaines années... Mais nous devons nous rappeler que la baisse supplémentaire de 2 à 3% correspondra à une perte de valeur de 100%. Cela signifie que toutes les devises finiront par ne plus rien valoir dans les prochaines années. Elles finiront par retourner à leur valeur intrinsèque à savoir "ZÉRO". Tout ceci, je l'ai expliqué de manière précise et avec un graphique explicite dans mon article précédent intitulé: **"La planche à billets va totalement anéantir le monde et il sera de plus en plus difficile de vous en sortir"**. Donc, toutes vos économies et tout ce que vous possédez en banque finiront par ne plus rien valoir.



Les risques géopolitiques et les troubles sociaux – ils n'ont jamais été aussi élevés qu'à n'importe quel autre moment de l'histoire, que ce soit au Moyen-Orient, entre les Etats-Unis et la Russie, la Chine, etc... ou lorsqu'il s'agit de troubles civils en Europe, aux États-Unis, en Chine ou dans le reste du monde.

La plus importante destruction de richesses que le monde n'ai jamais connu.

Le titre ci-dessus peut sembler extrêmement négatif et pessimiste. Alors pour les investisseurs qui souhaitent n'entendre que de bonnes nouvelles, ils peuvent tout simplement écouter les chaînes de télévision ou bien lire les journaux. Il y a très peu de sites et d'endroits où le risque actuel est correctement expliqué. J'espère évidemment que toutes mes prévisions détaillées ci-dessus s'avéreront fausses, mais je crains que ce ne soit le contraire. Par conséquent, je crois qu'il est essentiel pour les investisseurs, comme pour n'importe quel individu qui n'auraient pas pu encore se protéger, de prendre toutes les mesures nécessaires afin de sauver leur

patrimoine.

L'or et l'argent physique ne résoudront pas tous les problèmes ou les catastrophes potentielles auxquels le monde sera confronté au cours des prochaines années. Mais c'est probablement l'une des meilleures garanties que les investisseurs se doivent de posséder afin de protéger leur capital face potentiellement, à la plus importante destruction de richesses que le monde n'a jamais connu. Naturellement, cela doit être de l'Or et de l'Argent physique, et ils doivent être détenus et conservés en dehors du système financier”.

Source: [kingworldnews](#) – [Toutes les interventions d'Egon Von Greyerz](#)

Qui est réellement la Fed ?

Rédigé le 12 juillet 2016 par Jim Rickards

Les investisseurs et les analystes utilisent le terme “Fed” sans réfléchir vraiment à ce qu'est la Fed, et à ce qu'elle n'est pas. Il est important de comprendre la structure de la Fed pour comprendre sa politique.

La Réserve fédérale n'est pas seulement une banque centrale, mais un système comprenant douze réserves fédérales régionales supervisées par un conseil des gouverneurs basé à Washington (DC). Cet organisme central porte le nom de Conseil des gouverneurs du Système de la Réserve Fédérale (Board of Governors of the Federal Reserve System). Il est doté d'un président et d'un vice-président qui sont, actuellement, Janet Yellen et Stanley Fischer.

En outre, cinq autres gouverneurs siègent à ce conseil de sept personnes. En ce moment, deux sièges sont vacants (et aucune nomination n'est en cours en vue de leur attribution) ; l'ensemble du conseil n'est donc composé que de cinq personnes : Janet Yellen, Stanley Fischer, Lael Brainard, Daniel Tarullo, et Jerome Powell.

Si le Conseil des gouverneurs supervise le “système”, il ne s'occupe pas de banques spécifiques. Les activités bancaires sont du domaine des douze réserves fédérales régionales, situées dans de grandes villes comme Boston, New York, Philadelphie, Chicago et San Francisco. Les réserves fédérales sont la propriété des banques commerciales de chaque région. Par exemple, Citibank et JP Morgan sont actionnaires de la Réserve fédérale de New York car leurs sièges sociaux se situent dans le Deuxième District de la Fed, qui comprend New York.

Comme les réserves fédérales régionales ne sont pas cotées, elles élisent leur conseil d'administration et ce sont leurs membres qui votent. A son tour, ce conseil nomme le président de chaque banque. Cela donne parfois lieu à des accusations de conflit d'intérêt car les actionnaires, de fait, nomment leur propre régulateur.

Ce conflit a atteint un paroxysme à l'occasion de la nomination de William Dudley au poste de président de la Réserve fédérale de New York. Dudley est un ancien associé de Goldman Sachs. Or, la Fed de New York supervise directement Goldman. Stephen Friedman, un autre ex-associé de Goldman, était président du conseil d'administration de la Fed de New York au moment de la nomination de Dudley. Le conflit d'intérêt est évident... pourtant, on en a peu parlé, et personne n'a rien fait à cet égard. A la Fed, c'est la routine.

Les véritables décideurs de la politique de la Fed



Les Initiés. De gauche à droite – Janet Yellen, Stanley Fischer, William Dudley, Lael Brainard



Les Outsider. De gauche à droite – Eric Rosenberg, Loretta Mester, James Bullard, Esther George

Les véritables décideurs de la politique de la Fed La mise en place de ces douze réserves fédérales régionales remonte à une époque où la conjoncture économique variait énormément d'une région à l'autre des Etats-Unis, et où les nouvelles circulaient lentement. En 1915, quelques années après la création de la Fed, chaque Réserve fédérale pouvait fixer son propre taux d'escompte, reflet du contexte régional, et mettre en oeuvre un resserrement ou un assouplissement monétaire, en fonction de ses besoins.

Aujourd'hui, cela peut paraître bien désuet. Les nouvelles concernant l'activité économique circulent instantanément. Néanmoins, cette structure composée de douze réserves régionales persiste.

Si les décisions liées à la politique des taux d'intérêt sont prises à Washington, elles sont mises en oeuvre par le guichet des opérations d'open-market de New York. Contrairement aux autres réserves fédérales régionales, la Fed de New York détient donc un pouvoir exceptionnel : celui d'exercer un effet sur les marchés monétaires.

Un conseil d'administration à Washington a le pouvoir, mais pas de banque. Onze réserves fédérales régionales dans tout le pays, non cotées, ont peu de pouvoir.

Enfin, une réserve fédérale régionale, à New York, contrôlée par les plus grandes banques privées et détenant un pouvoir considérable sur le marché, exauce les vœux du Conseil.

Wall Street contrôle la Fed... Oui mais comment ?

La politique monétaire n'est pas fixée par le conseil d'administration ou par les réserves fédérales régionales. Elle est fixée par le FOMC (Federal Open Market Committee, ou comité de politique monétaire, en français), qui est composé de membres émanant du conseil de Washington et des réserves fédérales régionales.

Le FOMC dispose de douze membres permanents, habilités à voter. Les membres du Conseil des gouverneurs représentent sept votes. Les présidents des réserves fédérales régionales représentent les cinq autres votes. Comme il y a douze réserves fédérales régionales, quatre des cinq votes régionaux font l'objet d'une rotation d'un an entre régions. Le cinquième vote correspond au siège permanent qui est attribué à la Réserve fédérale de New York.

Donc, le FOMC compte douze votants : sept gouverneurs du Conseil, quatre présidents de réserves fédérales régionales et le président de la Réserve fédérale de New York. Cette organisation est clairement conçue afin de maintenir le pouvoir entre les mains de Washington et de New York. Si le Conseil et New York s'accordent sur une politique, ils représentent huit voix, par rapport aux quatre voix des autres régions. Washington ne peut jamais être vaincu lors d'un vote.

Les présidents des réserves fédérales régionales peuvent passer à la télé et dire ce qu'ils veulent – c'est d'ailleurs souvent ce qu'ils font. Leurs remarques font bouger les marchés dans un sens ou dans l'autre du jour au lendemain. Mais ce n'est que pour la galerie. A moins de pratiquer le day-trading, il vaut mieux ne pas tenir compte de ce qu'ils disent. Ils n'ont aucune influence sur la politique menée à moyen ou long terme.

Le pouvoir politique, à la Fed, est détenu par quatre personnes : Yellen, Fischer, Brainard et Dudley. Et c'est tout. Si ces Big 4 (Yellen, Fischer, Brainard, Dudley) s'accordent sur la politique à mener, ils obtiennent alors les votes nécessaires qui vont dans leur sens. Tout le reste, c'est de la diversion – voire du divertissement.

Les investisseurs doivent se concentrer sur les Big 4, et c'est ce que nous faisons à la rédaction d'Intelligence Stratégique. Nous nous basons sur des sources uniques, sur nos analyses exclusives et sur des dizaines d'années d'expérience pour prodiguer nos conseils d'investissement.

La grande différence entre des taux bas et des taux négatif

Rédigé le 12 juillet 2016 par Simone Wapler

Il existe une grande différence entre des taux d'intérêt bas et des taux d'intérêt négatifs. Dans le premier cas, nous restons encore dans une situation connue, qui a des précédents historiques (guerres, surtout). Dans le second, nous sommes dans une situation anormale, inconnue. Ainsi, l'Europe et le Japon sont actuellement en situation anormale, les Etats-Unis restant encore dans la normalité.

Nous vivons depuis 1971 dans un monde sans monnaie matérielle. La monnaie n'est plus que du crédit ; le volume potentiel de monnaie est déterminé par les banques centrales ; en fixant le taux directeur elles régissent le coût de la création monétaire ; le volume réel de monnaie dépend des banques commerciales qui vont ensuite distribuer ce crédit après avoir acheté leurs droits de création monétaire à leur banque centrale.

La pente naturelle de ce système financier a conduit depuis 40 ans à une baisse du coût du crédit. Selon les dogmes des économistes keynésiens, le remède à toute crise économique était une baisse des taux directeurs, ce qui permettait de "relancer" l'activité. Mais, la crise passée, les taux n'étaient jamais remontés au cran d'avant.

La limite de ce genre de système (un mathématicien dirait l'asymptote) est zéro.



Nous y sommes.

C'est pourquoi les robots n'ont pas de mal à trouver du travail comme vous l'explique Bill Bonner. Les investissements sont beaucoup moins coûteux.

D'une façon générale, au fur et à mesure que les taux baissent, tout ce que vous achetez renchérit puisque vous vous retrouvez en concurrence avec de plus en plus de monde. C'est ainsi que l'immobilier s'est considérablement renchéri, partout dans le monde.

Mais les taux négatifs ?

Les taux négatifs signifient autre chose. Ils signifient que les investisseurs institutionnels ont peur de laisser l'argent qui leur a été confié dans le circuit bancaire. Ils préfèrent payer un Etat pour le conserver plutôt que de prendre le risque bancaire ou l'investir.

Ils ne trouvent aucun bon investissement et ils ont peur des banques !

Ce signal est confirmé par la chute des actions bancaires partout dans le monde. Les actionnaires semblent penser que les banques ne gagneront plus d'argent.

Les assureurs et les fonds de pension ne peuvent résister longtemps au taux négatifs. Un assureur encaisse des primes et fait travailler l'argent pour pouvoir ensuite rembourser en cas de sinistre. Si l'argent qu'il encaisse lui coûte, c'est un problème. Les fonds de pension et assurances-vie assurent le "risque" que vous soyez en vie. Là aussi, il faut que les primes et versements leur rapportent quelque chose.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/assurance-vie-taux-negatif/>

Copyright © Publications Agora

La politique monétaire donne des emplois aux robots

Rédigé le 12 juillet 2016 par Bill Bonner

Les chiffres de l'emploi publiés vendredi 8 juillet révèlent que 287 000 Américains ont trouvé un emploi en juin, en hausse par rapport aux 11 000 du mois de mai.

Les investisseurs ont considéré que c'était une nouvelle si remarquable qu'ils se sont rués sur les actions. C'est du moins ce que racontent les grands organes de la presse financière.

Mais des chiffres portant sur un seul mois ne sont pas significatifs. D'ailleurs, on ne devrait même pas prendre en considération les chiffres honnêtes, non plus : c'est simple, ils ne contiennent aucune information utile.

Les chiffres émanant de l'Etat sont pires. Ce sont des mensonges, des fabrications statistiques qui édulcorent tellement les données qu'elles pourraient vous déclencher une crise de diabète.

Dans le contexte de crise économique prolongée que nous vivons depuis 2007, les gens renoncent. Ensuite, s'ils demeurent hors du marché de l'emploi pendant

quelques années, ils peuvent avoir énormément de mal à le réintégrer.

Or les statisticiens ne font pas qu'ignorer ces gens, ils les font disparaître.

Actuellement, le taux de chômage officiel est au-dessous des 5%, tout comme en 2001. Cela voudrait dire qu'il y a 19 fois plus de salariés que de chômeurs. Mais si vous prenez le nombre de chômeurs actuels et que vous le multipliez par 19, vous arrivez bien au-dessous du nombre de personnes en âge de travailler.

Si l'on conserve le même ratio de conjoints au foyer et de tire-au-flanc qu'il y a 15 ans, alors il nous manque environ 15 millions de personnes.

Que leur est-il arrivé ?

Elles sont invisibles. Elles vivent dans des coins reculés et ne font aucune contribution aux campagnes électorales. Elles ne répondent pas aux appels d'offres publics, n'écrivent aucune lettre courroucée à la rédaction. C'est comme si elles n'existaient pas.

Mais attention : ce ne sont peut-être pas que des perdants au bout du rouleau, vestiges de l'économie "d'antan". Ils nous montrent peut-être ce qui nous attend tous.

L'avènement des robots

"Les robots sont en train de prendre le pouvoir", nous affirme un ami.

"D'abord, ils ont réalisé les tâches les plus simples, les plus mal payées. Comme ils étaient en concurrence avec les bas salaires, les employeurs ne voulaient pas les acheter très cher. Mais à présent, ils deviennent de plus en plus sophistiqués. C'est là que cela devient intéressant.

Lorsque vous achetez un robot pour remplacer un salarié humain, en réalité vous capitalisez le coût dudit salarié. Disons qu'un salarié gagne 50 000 \$ par an. Vous devez prendre en compte les 25 000 \$ supplémentaires que vous dépensez en charges sociales, gestion du personnel, litiges, conseils, problèmes de gestion, santé, vacances, bureau, téléphone. Donc, son coût total est de 75 000 \$. Et il ne travaille que huit heures par jour... cinq jours par semaine.

En temps normal, le coût du capital étant de 5% et la période d'amortissement d'un robot étant de 10 ans, vous pouvez vous permettre d'affecter un demi-million de dollars environ, à cette dépense. [Je n'ai pas fait le calcul. C'est juste une estimation.]

Mais voici où je veux en venir : à mesure que les salaires augmentent, vous pouvez affecter beaucoup plus. Si vous pouvez remplacer un gars qui gagne 100 000 \$ par an, vous pouvez affecter un million... et ainsi de suite."

On se débarrasse des salariés

Les robots devenant de plus en plus sophistiqués, ce n'est qu'une question de

temps avant que la plupart des gens réalisant des tâches routinières, et pas si routinières que ça, se fassent remplacer.

Les robots ne se plaignent pas lorsqu'un contremaître frétilant leur pince les fesses. Ils travaillent de nuit ou font des heures supplémentaires sans broncher. Ils n'ont pas d'arrêt-maladie. Ils se fichent qu'il y ait un match de foot. Ils ne se cherchent pas d'excuses lorsqu'ils écrasent une vieille dame aveugle avec le fourgon de l'entreprise.

“Et devinez quoi ?” poursuit notre ami.

“L'Etat dit qu'il stimule l'économie et qu'il favorise l'emploi avec des taux d'intérêt ultra bas. Mais en réalité, il aide les robots à se trouver des jobs”.

Le coût du capital diminuant, le coût relatif du capital (par opposition au coût du travail) diminue également. Or un salarié ne peut être capitalisé. Plus depuis l'abolition de l'esclavage, du moins.

Mais le coût réel d'une machine diminue lorsque le coût de financement diminue. Il s'agit d'un investissement matériel. Donc, lorsque le coût du capital tombe à zéro, une société ayant accès à cet argent pas cher — voire gratuit — peut se permettre de payer une somme quasiment illimitée afin de se débarrasser de ses employés.

La politique des taux à zéro revient, en réalité, à programmer le plein-emploi des robots.”

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/politique-monetaire-donne-emplois-robots/>

Copyright © Publications Agora

[Le risque de faillite systémique de l'Eurozone vient de ses chambres de compensation \(partie2\)](#)



[Liliane Held-Khawam](#)
[Pro Mind Consulting](#)

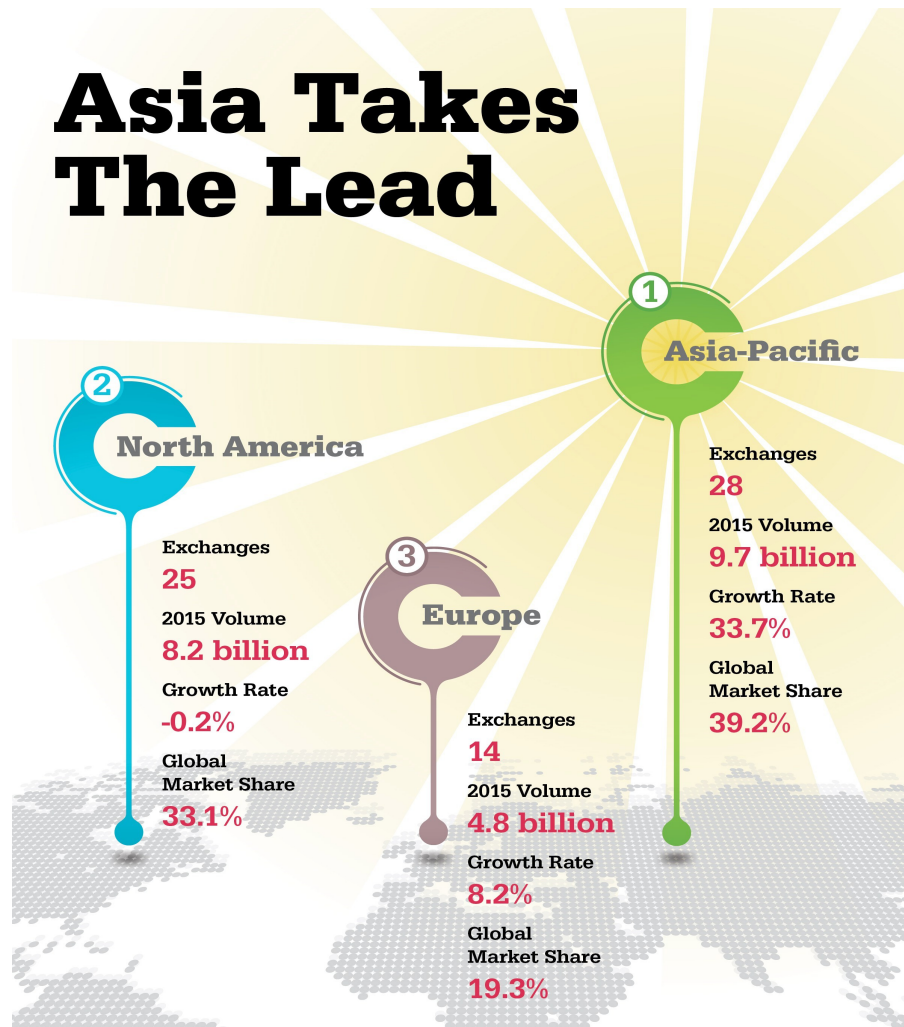
Publié le 11 juillet 2016

L'Eurozone et ses satellites telle que la Suisse présentent des dangers de faillites systémiques réelles. Pourtant, pour qu'une région fasse faillite, il faudrait que les tenants de la Haute finance internationale le décident.

Nous avons vu comment ils avaient imposé un embargo bancaire au peuple grec. Ils avaient tout bonnement coupé le robinet d'approvisionnement en liquidités. Après avoir pris en otage un pays et sa population, le gouvernement d'extrême-gauche a cédé à toutes les demandes...

Le cas de la crise actuelle des grandes banques européennes et on pourrait les mettre toutes dans le même panier est différent. La situation réelle de ces banques

est inconnue pour différentes raisons. Retenons pour l'instant les masses financières dont le volume est simplement inconnu car ne sont pas comptabilisées par les banques. C'est de l'argent créé par les banques et n'ont pas de traçabilité comptable fiable.



On suppose que ces sommes sont juste énormes...

Pourtant, certaines choses qui se passent sont portées à notre connaissance.

En octobre 2015, [HFR Global Hedge Fund Industry Report](#) nous apprenait que 95 milliards de dollars sur 3 trillions s'étaient évaporés. Dans ce système-casino, où la spéculation est devenue un objectif en soi, la volatilité bat des records et beaucoup d'agents spéculateurs font faillite.

Des sommes effrayantes partent en fumée sans que cela ne déclenche les palabres de 2007 ou de 2012...

Pourquoi les effets de ces pertes astronomiques ne font plus la une des médias et ne semblent plus créer – en apparence en tout cas -de troubles politiques majeurs?

... Que s'est-il passé?

En 2009, suite à la crise des subprimes et au dysfonctionnement devenu structurel des marchés des produits dérivés, le G20 a décidé de:

« ...confier **aux chambres de compensation** le soin de gérer le **système de sécurité** lié à ces produits financiers. Traditionnellement pratiquée par les banques, la compensation bilatérale est remplacée, pour un grand nombre de produits, par **l'obligation de compensation centralisée** où une CCP prend en charge la gestion des appels de marge ». ([source](#))

Voilà que des entités privées ont été créées pour amortir les chocs dus à de grosses pertes ou à des faillites de hedge funds. Ce processus ressemble à la méthode que l'on avait vu lors des sauvetages de banques et assurances suite à la crise des subprimes où des reprises de titres toxiques ont été échangé contre du cash (UBS Stabfund).

Une sorte d'assurance tous risques a donc été créée au milieu des circuits sur lesquels circulent ces trillions de produits financiers plus ou moins toxiques et systématiquement spéculatifs. Tout le monde peut comprendre que les risques et leurs conséquences ont été transférés.

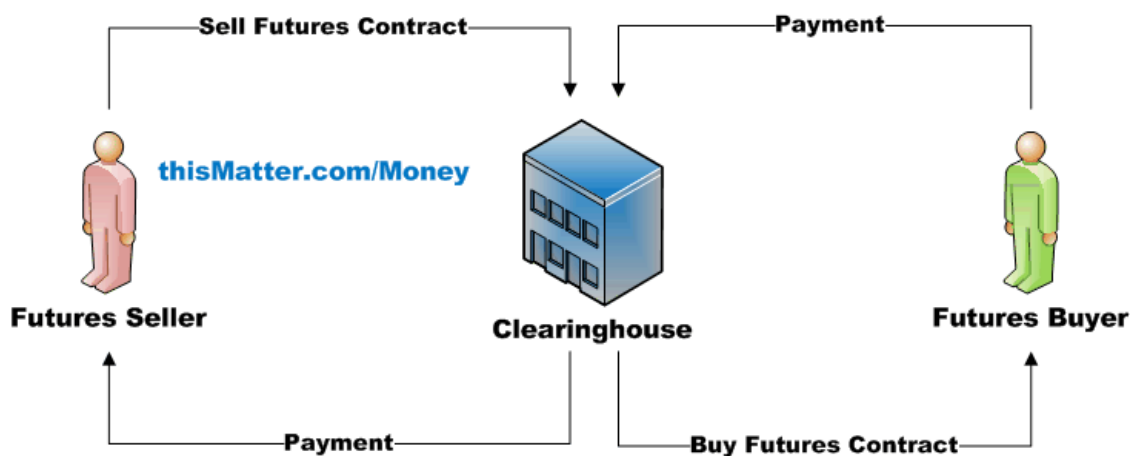
De nouvelles bombes atomiques systémiques ont été créées. Es s'appellent chambres de compensation.

Si le citoyen a compris qu'il était solidaire en toutes circonstances des méfaits des grandes banques TBTF, il connaît moins le risque systémique lié à ces chambres de compensation, appelées aussi Clearing houses.

Or, ces entités présentent un danger sismique bien plus puissant encore que les banques TBTF. C'est dire...

Qu'est-ce qu'une chambre de compensation ou CCP?

La chambre de compensation est l'interface que les dirigeants de ce monde ont introduite entre les vendeurs et les acheteurs de produits dérivés.



A l'image de la loi « too big to fail » qui garantit les pertes des banques avec l'argent public ou celui des créanciers, la communauté internationale a créé une assurance moins visible du public appelée chambre de compensation, CCP ou clearing house. C'est une assurance tous risques aux spéculateurs!

En voici 2 définitions:

1. **la Chambre de Compensation est:**

*« ...une institution financière qui a pour mission de **limiter les risques de contrepartie sur les marchés dérivés**. La chambre de compensation surveille les positions et constitue la contrepartie unique de tous les opérateurs. Cela signifie qu'elle est **l'acheteuse de tous les vendeurs, et la vendeuse de tous les acheteurs**. La chambre de compensation est composée d'adhérents compensateurs qui sont garants de la bonne fin des opérations. Parmi les principales chambres de compensation européennes, on peut citer LCH Clearnet ou Eurex Clearing.»*

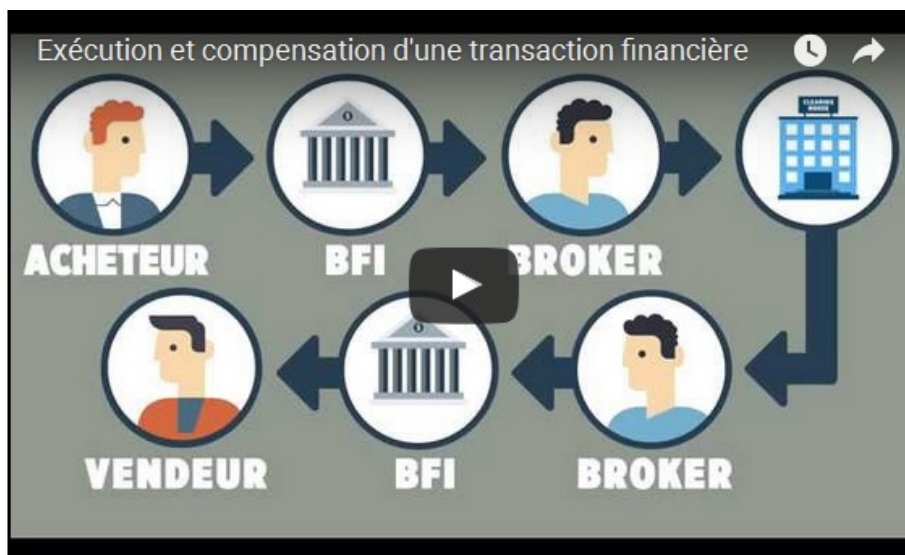


<https://youtu.be/wiqUQIMq9IM>

Une autre définition selon les Echos:

*« La chambre de compensation est un organisme financier ayant pour but **d'éliminer les risques de contrepartie sur les marchés dérivés**. Concrètement, la chambre de compensation est la **contrepartie unique** de tous les opérateurs. La*

chambre de compensation assure la surveillance des positions. Elle exige la formation dans ses livres d'un dépôt de garantie le jour de la conclusion d'un contrat. En cas de perte potentielle d'un intervenant, elle procède à un appel de marge. »



<https://youtu.be/SRQmVdTiXvA>

Tout contribuable-épargnant de la zone euro, UE et leurs satellites comme la Suisse doit connaître ce lieu de blanchiment des pertes des spéculateurs. Quelqu'un quelque part a décidé que les spéculateurs ne devaient pas faire faillite.

Le mécanisme des Chambres de compensation revient à une possibilité de sauvetage disponible en permanence qui évite de passer par les milieux politiques et publics.... Ainsi le casino ne s'arrête jamais quoiqu'il arrive...

Un lieu à haut risque systémique

L'intérêt de cette structure est qu'elle évite à tout agent du casino de se retrouver en échec à cause d'un partenaire défaillant. En échange de cette garantie, la chambre de compensation dispose:

1. de marges déposées par les contractants
2. d'un fond commun

Il n'empêche que l'on peut supposer que selon la situation des marchés, des impondérables et aléas liés à la spéculation les sommes disponibles peuvent se révéler insuffisantes. L'indice HFR vu ci-dessus nous donne une idée des sommes qui peuvent partir très vite en fumée. Il serait intéressant de connaître les conséquences chiffrées du vote sur le Brexit sur les chambres de compensation...

Nous pouvons raisonnablement supposer au vu des sommes hallucinantes en jeu que DES RISQUES CUMULES INCALCULABLES ET INCONNUS DU MARCHE DES DERIVES sont assumés par ces chambres de compensation.

Ces chambres de compensation qui récupèrent les risques des produits dérivés des partenaires de jeu du casino sont donc non seulement des « too big to fail », mais des tsunamis potentiels. Leurs risques systémiques sont invraisemblables...

« L'obligation de compensation des dérivés dans des CCP ne fait-elle pas naître un nouveau risque? Sans aucun doute, la concentration de la compensation dans des CCP crée de nouveaux risques, liés notamment à la possibilité de défaut de ces acteurs. Les chambres de compensation deviennent des acteurs beaucoup plus systémiques à partir du moment où la compensation des dérivés est centralisée en leur sein » (Nicolas Véron)

Voici une excellente vidéo du FT en anglais...



https://youtu.be/dhWkh8u_O9I



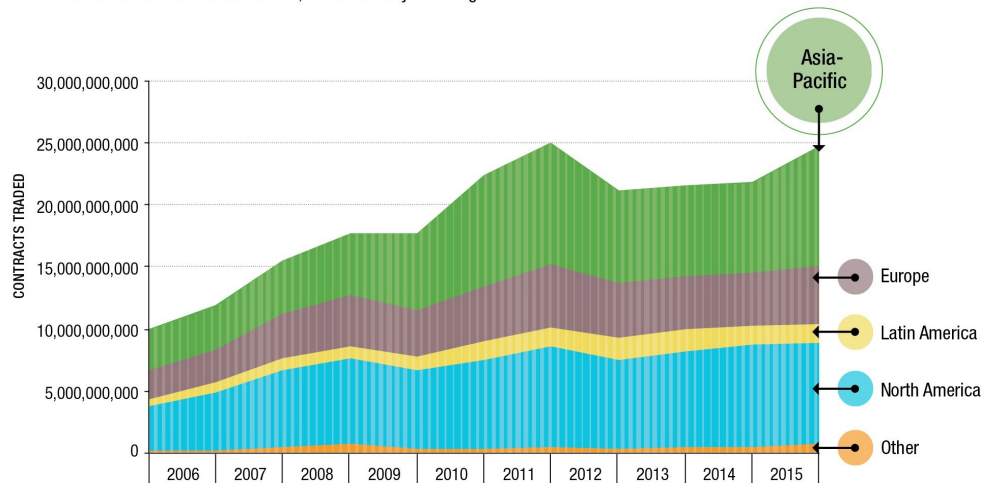
..et une autre en français... <https://youtu.be/Oph9H47xpOO>

Le volume des produits dérivés traités en 2015

Le volume des contrats de produits dérivés dans le monde et en Europe s'est élevé à 25 milliards sur l'année 2015. Ceci est extrait d'une enquête ([source](#)) sur le marché global des dérivés.

Asia Takes the Lead

Exchanges in the Asia-Pacific region accounted for 39% of the global listed derivatives market in 2015, more than any other region.



L'Europe abrite en son sein 19.3% de ces chiffres phénoménaux.

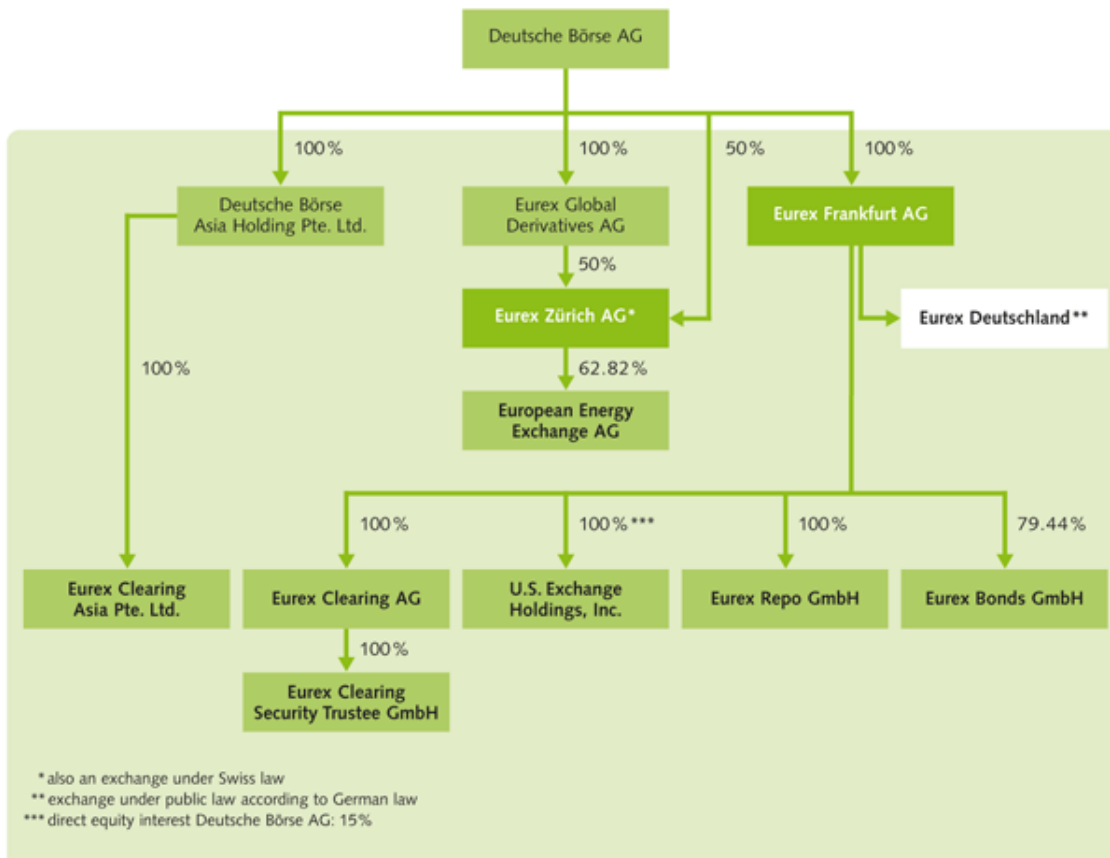
On constatera au passage que le volume global a été multiplié par 2 quasiment entre 2007 et 2015.

Non seulement rien n'a changé depuis la crise des subprimes, mais la méthode spéculative a été institutionnalisée tout comme sa relative sécurisation gérée par des entités privées que sont les chambres de compensation.

L'exemple EUREX Clearing

Eurex Clearing est une chambre de compensation, numéro 2 du classement européen. Cet acteur basé en Allemagne vient tout de suite derrière le leader LHC de Londres. mais plus intéressant est la structure à laquelle appartient cet acteur majeur du domaine des produits dérivés.

Eurex Clearing est à 100% une entreprise-fille de la Deutsche Börse AG!!!

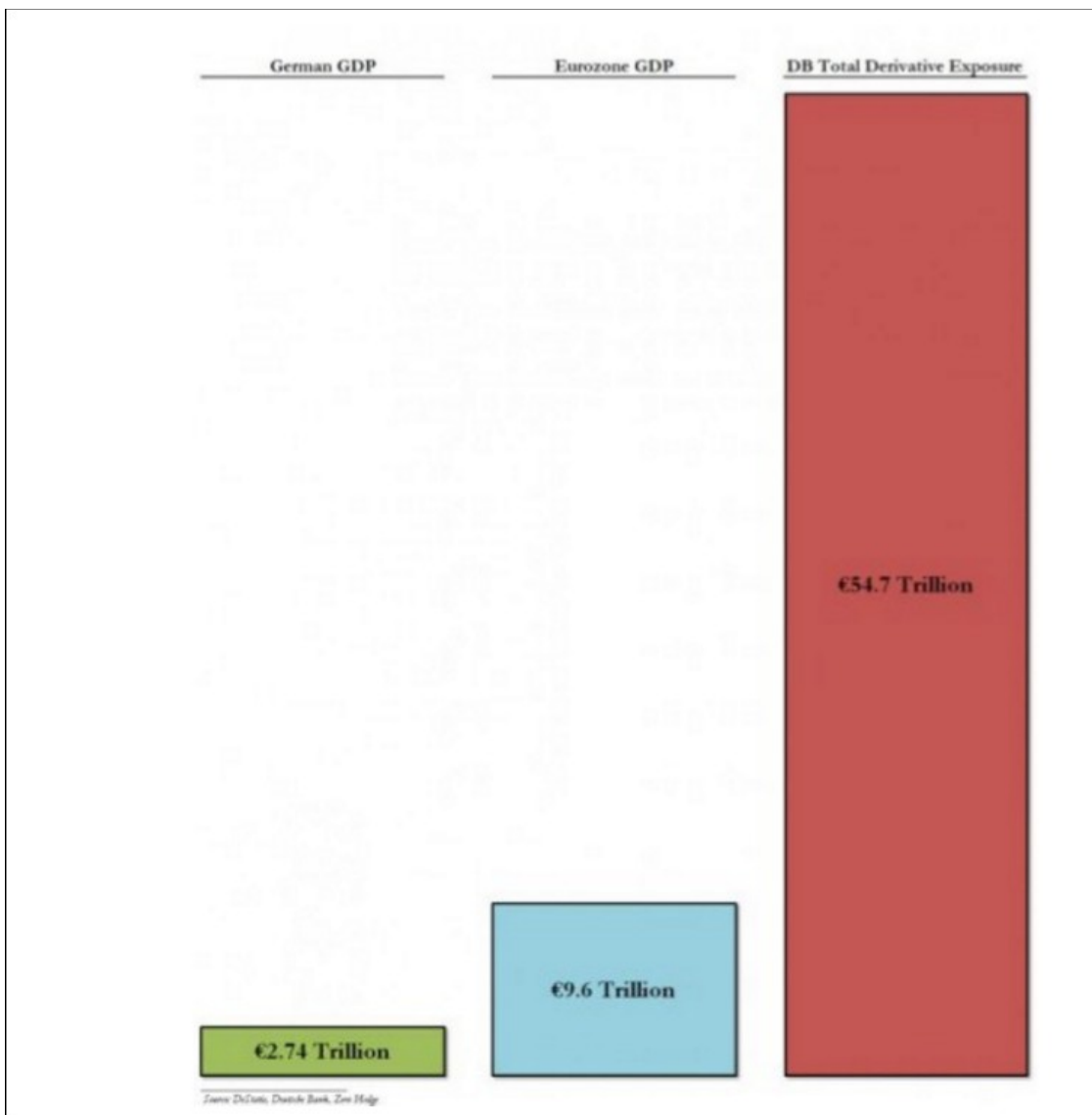


Bref, on n'en sort pas. Les acteurs sont très souvent les mêmes. Il n'y a que la couleur des casquettes qui change...

On peut supposer que les conflits d'intérêt sont gigantesques.

Comment Deutsche Börse AG gère-t-elle à la fois la cotation des banques allemandes dont Deutsche Bank, nommée par le FMI, la banque la plus dangereuse au monde car submergée de produits dérivés pourris et la chambre de compensation Eurex Clearing?

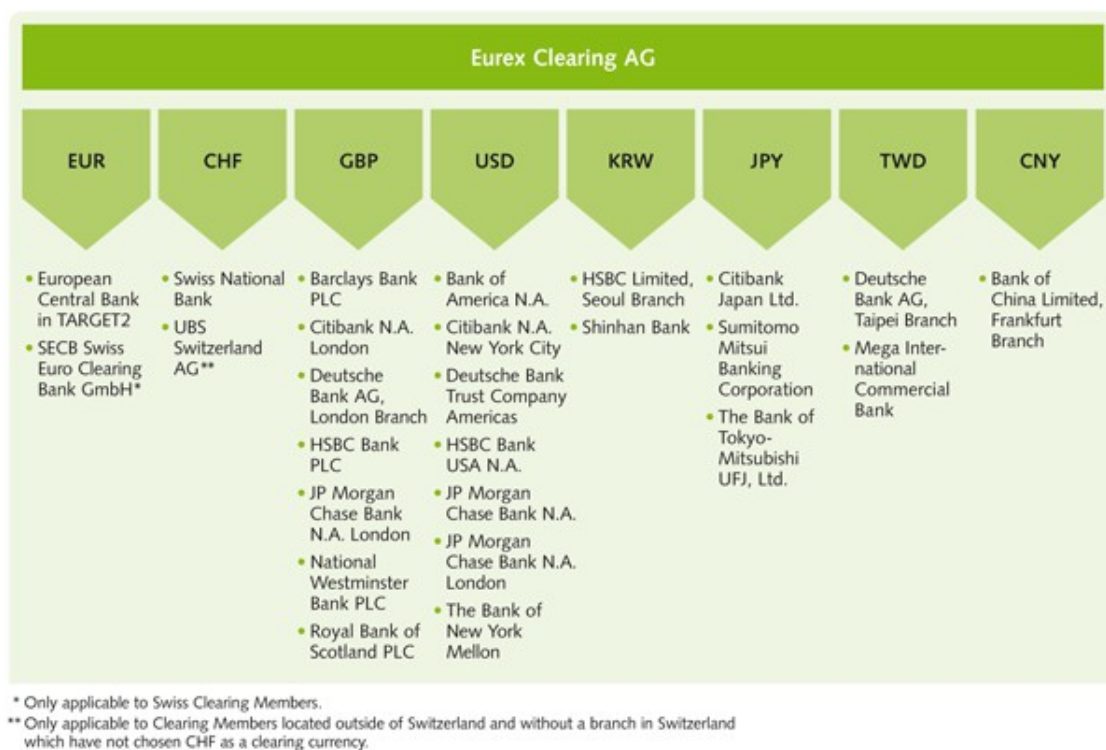
Voici pour mémoire la cargaison de la Deutsche Bank en produits dérivés qui la mettent en danger réel. Hier fleuron de l'industrie bancaire allemande, cette banque est devenue une poubelle gigantesque que le marché financier menace de faire exploser à tout moment s'il n'obtient pas satisfaction...



Que penser de la présence plus qu'importante de gros actionnaires (asset managers) américains dans des banques too big to fail du genre Deutsche Bank ou de Deutsche Börse? ...

3.- Risques cumulés aussi pour la Suisse

Nous avons vu précédemment que l'Eurex clearing est une des principales chambres de compensation pour l'Europe. Regardez qui en sont les partenaires:



Nous voyons sur cette image 3 entités suisses:

- UBS, en tant que « TBTF » est un puissant acteur sur les produits dérivés
- La présence de la BNS peut paraître surprenante pour certains... Mais nous le répétons depuis de nombreuses années, BNS est devenu un gigantesque hedge fund.
- SECB pour Swiss euro-clearing bank est cette banque ALLEMANDE dont nous avons parlé qui appartient à UBS, CS, Postfinance et Telekurs. BNS lui a sous-traité TOUT le trafic de paiements de la Suisse en euros!

Bref, ces chambres de compensation qui sont de méga-too-big-to-fail finiront tôt ou tard par devenir incontrôlables. Il semble évident que l’Eurozone -et encore moins un pays quelconque- ne puisse ni ne doit assumer les conséquences de cette concentration extraordinaire de risques...

Par ailleurs, d’innombrables questions se posent sur ces entités privées que sont les chambres de compensation:

- Comment peut-on prétendre garantir des sommes aussi gigantesques?
- Que s’est-il passé au moment du Brexit et de la dégringolade des bourses de l’Eurozone? Quels sont les montants que ces chambres ont dû compenser?
- Quel est leur état de santé?
- Qui couvrira ces mastodontes lors de leur défaillance quasi certaine?
- Sont-elles considérées comme des « too big to fail » et donc couvertes par

l'argent public?

- Ces chambres de compensation sont selon les rumeurs de véritables boîtes noires. Pourquoi?
- Enfin, dernière question et probablement la plus sensible. Comment peut-on expliquer qu'une chambre de compensation telle qu'Eurex Clearing soit détenue par Deutsche Börse AG, et qu'elle-même soit largement en mains d'acteurs américains du Casino???

A l'heure où une campagne de bailout (sauvetage avec l'argent public) est menée par des banquiers européens réclamant 150 milliards, on peut se demander qui des banques ou des chambres de compensation ont le plus besoin de ces sommes...

Le public européen tout comme hier le grec est pris en otage pour financer à l'année la spéculation institutionnalisée par les « élites » politiques européennes qui finissent de plus en plus souvent et sans honte aucune dans les conseils d'administration d'établissements financiers anglo-saxons qui semblent mener avec brio le jeu de massacre européen....

Liliane Held-Khawam

Jacques Sapir: Italie, la crise qui vient

Jacques Sapir publié par: BusinessBourse.com Le 12 Jul 2016



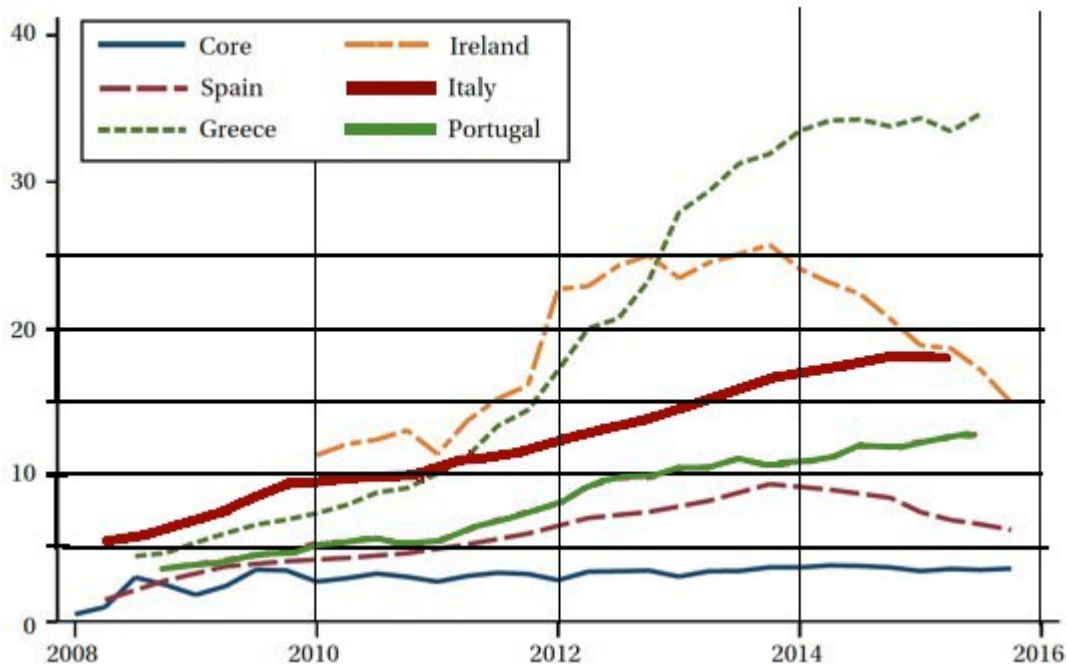
La situation des banques italiennes est aujourd'hui critique. Le dossier de leur recapitalisation occupera une bonne partie de cet été. Il met en cause directement les règles de l'Union bancaire, qui est entrée en vigueur au 1er janvier 2016. L'impossibilité pour le gouvernement italien de respecter les règles de l'Union bancaire met en lumière les dysfonctionnements toujours plus importants de la zone Euro.

La part des prêts dits « non-performants » dans le bilan des banques atteint désormais près de 18%, d'après une étude du FMI^[1]. En dehors de la Grèce, où ce taux atteint plus de 34%, c'est le taux le plus élevé de la zone Euro. Le Portugal suit d'ailleurs ce mouvement, mais à un niveau bien moindre, puisque le

pourcentage des mauvaises dettes n'est « que » de 12%. En montant, on estime le volume total des encours à 360-400 milliards d'euros, dont 70 à 100 milliards devront être couverts, soit par l'Etat, soit par d'autres mécanismes.

Tableau 1

Part des prêts « non-performants » dans les bilans bancaires



Il faut ici noter que le mouvement de la part des « mauvaises dettes » peut être lié à des causes très diverses. En Irlande et en Espagne, c'était une spéculation immobilière qui avait provoqué ce mouvement. Rien de tel dans le cas de l'Italie, et c'est ce qui rend la progression des mauvaises dettes bien plus inquiétantes. Ces dernières sont issues des prêts qui ont été consentis par les banques régionales italiennes aux PME de la péninsule. En réalité, c'est bien la stagnation économique de ces dernières années qui est la cause de cette crise bancaire qui arrive aujourd'hui en Italie.

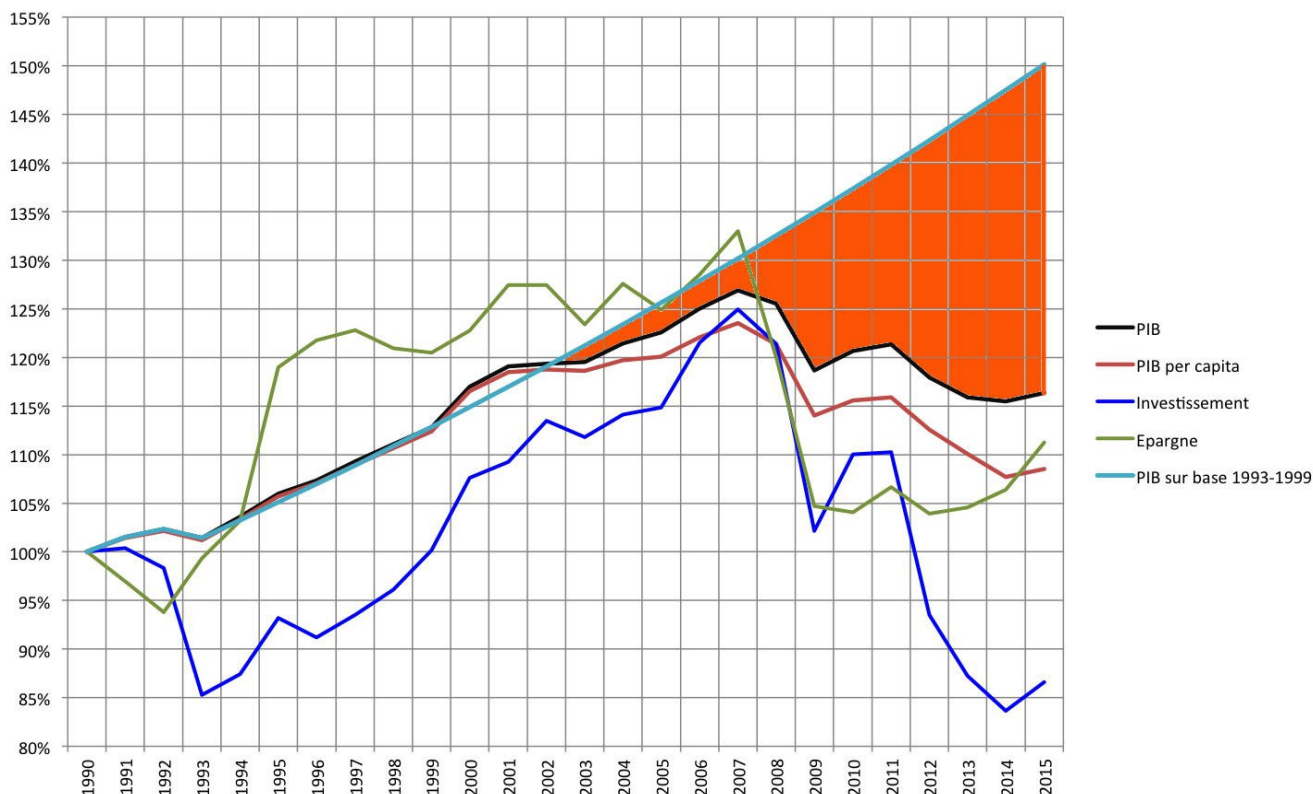
[Simone Wapler: Grèce 2012, Italie 2016 ?](#)

[L'effondrement des banques italiennes menace de faire plonger le système financier européen](#)

L'évolution des données macroéconomiques de l'économie italienne montre l'ampleur de cette crise, et surtout montre que sa cause est clairement l'introduction de l'Euro. Si on calcule les évolutions de l'économie italienne depuis 1990, soit en prenant en compte la décennie ayant précédé l'introduction de l'Euro, les évolutions sont très marquées et très importantes.

Tableau 2

Evolution du PIB, de l'investissement et de l'épargne en Italie depuis 1990



Source : données du FMI, World Economic Report Database, avril 2016

La croissance du Produit Intérieur Brut, qui était relativement forte dans la décennie 1990-2000 est désastreuse dans les années qui suivent l'introduction de l'euro. L'Italie n'a d'ailleurs toujours pas retrouvé son niveau de PIB d'avant la crise de 2007. En fait, le PIB de 2015 se situe à un indice 116% par rapport à 1990 alors qu'il avait atteint l'indice 127% en 2007. Si l'Italie avait pu poursuivre sa croissance au rythme des années 1993-1999, elle serait, en 2015, à un indice 2015. Autrement dit, l'euro a coûté 34% en niveau de PIB en 2015. En PIB par habitant, ce qui constitue une grandeur plus conforme à l'évolution de la richesse de la population, et en supposant la répartition interne de cette même richesse inchangée, l'indice n'est que de 108% par rapport à 1990. Autrement dit, en 25 ans la croissance par tête n'a été que de 8%.

L'Italie, nouvelle "ligne de faille" en Europe avec ses banques

Mais, l'évolution de l'investissement (tant public que privé) est encore plus inquiétante. La chute brutale de l'investissement du début des années 1990, chute qui était nécessaire pour réduire l'ampleur du déficit budgétaire a été corrigée par la suite, et l'investissement est monté à un indice 125 en 2007. Mais, depuis, il n'a cessé de baisser et il est à un indice 87. Autrement dit, l'Italie investit 13% de

moins en 2015 que ce qu'elle investissait en 1990. On ne doit alors pas s'étonner si la productivité du travail régresse dans ce pays et si la qualité des infrastructures publiques, qu'elles soient nationales ou municipales, se dégrade très rapidement à l'heure actuelle.

Cette situation de crise économique générale se traduit donc, dans les bilans bancaires, par la montée des « mauvaises dettes ». Mais, ici, se pose le problème des règles imposées par l'union bancaire. Cette dernière impose que les banques soient recapitalisées par leurs actionnaires et par les déposants. Mais, sont considérés comme actionnaires les ménages ayant acheté des titres de dettes de ces banques. Or, ces ménages ont acheté ces titres dans une situation où le risque de faillite des banques était largement compensé par la possibilité d'un « bail-out » par l'Etat italien. Ces ménages sont, dans une large mesure des retraités et des personnes modestes. Ils sont maintenant pris au piège par les nouvelles règles de l'union bancaire qui imposent un « bail-in » autrement dit qui font porter l'essentiel du risque bancaire sur les actionnaires et les clients. Une première recapitalisation des banques, qui a eu lieu en novembre 2015, c'est traduite par une spoliation d'une partie de ces épargnant.

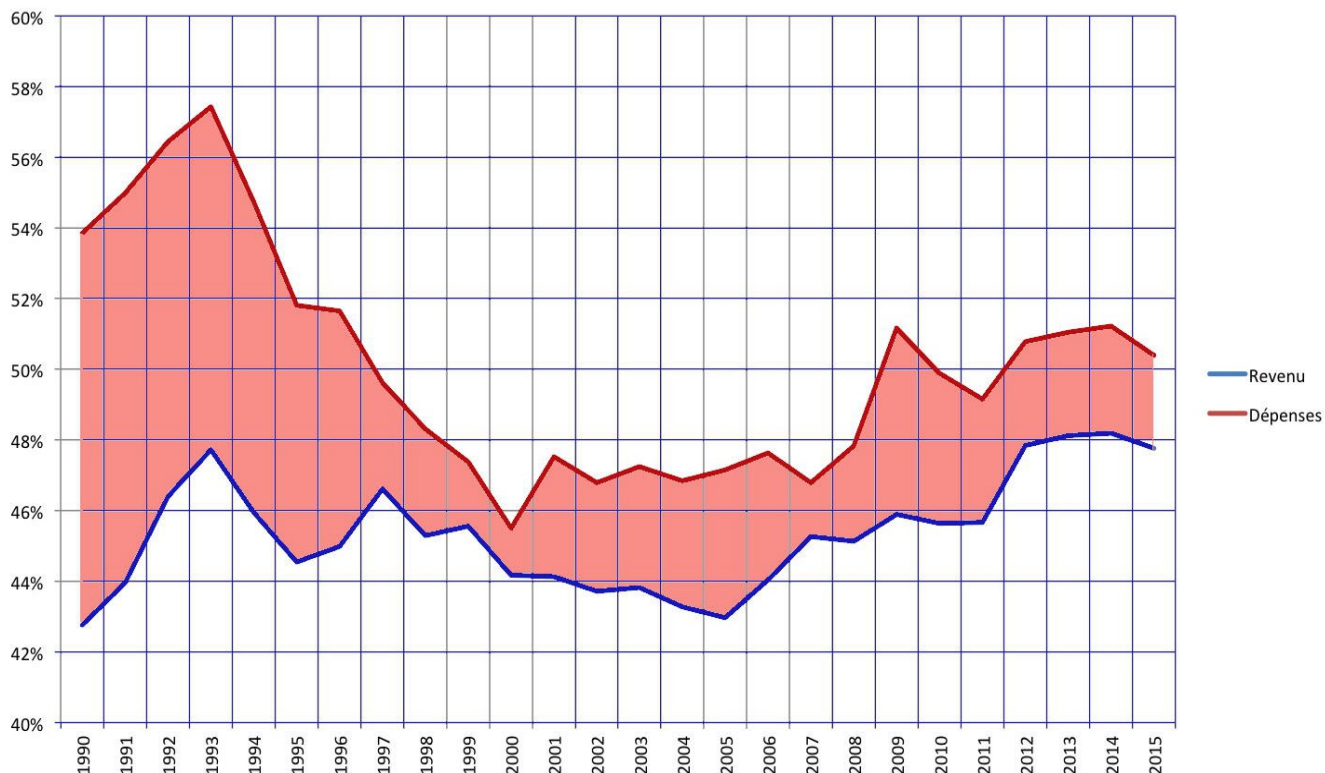
Le gouvernement italien, fragilisé par le résultat des dernières élections municipales du mois de juin 2016 – élections qui ont vu le succès du M5S à Rome et à Turin – n'a nullement envi de provoquer une crise sociale gravissime dans l'année qui vient. C'est pourquoi, il cherche à imposer aux autorités européennes un « bail-out », c'est-à-dire une socialisation des pertes. Mais, sur ce point, il se heurte au refus de l'Allemagne. Ce refus n'est pas seulement dicté par des considérations financières, mais surtout parce qu'il signifierait l'échec de l'union bancaire, et ce moins d'un an après son entrée en vigueur. Dans le bras de fer qui oppose le gouvernement italien et le gouvernement allemand, il n'y aura que des perdants.

Si l'Allemagne impose sa vision, le choc social de la crise bancaire mettra l'Italie à feu et à sang, et provoquera un effondrement des partis traditionnels (PD de centre gauche et Forza Italia de centre droit) qui sont de plus rattrapé par de nombreux cas de collusion et de corruption avec les dirigeants des banques. Si le gouvernement italien passe outre à l'opposition allemande et se décide à opter pour un « bail-out », l'ampleur des sommes à engager (au minimum 70 milliards d'euros, soit 4,4% du PIB) entraînera une hausse brutale du déficit budgétaire et réduira à zéro la crédibilité des institutions de la zone Euro.

Tableau 3

Etat des finances publiques en Italie

En pourcentage du PIB



Source : Idem, tableau 2.

La crise bancaire italienne occupera certainement une bonne partie de l'été et de l'automne. Or, il faut savoir que cette crise va se dérouler alors que la situation de la Deutsch Bank en Allemagne est des plus préoccupante, et que les recettes budgétaires de la Grèce sont en voie d'effondrement, avec en particulier une chute moyenne de 20% des recettes de la TVA, en raison de la « grève de l'impôt » qui se développe désormais dans ce pays.

Charles Gave: "Le système bancaire italien est en faillite !"

Monte Paschi: hausse des créances douteuses

Tout se paye, un jour ou l'autre. Ayant refusé le principe de solidarité dans la zone Euro l'Allemagne a imposé sa vision des règles ; mais, elle se rend compte aujourd'hui que cette vision est intenable pour les pays de l'Europe du Sud. Elle est donc coincée entre la poursuite suicidaire d'une politique qui ne marche pas et la reconnaissance de ses erreurs passées. Ce qui rend le problème d'autant plus grave est que le poids de l'Italie est bien plus considérable que celui de la Grèce. Tout le monde comprend qu'une sortie de l'Italie de l'Euro sera l'acte de décès de la monnaie unique. La crise grec de l'été 2015 n'a été que le hors d'œuvre ; la crise italienne sera LA crise de la zone Euro.

[1] IMF Financial Soundness Indicators Database

Les Vénézuéliens se ruent en Colombie pour acheter aliments et médicaments

BusinessBourse.com et LeMonde.fr Le 12 Juil 2016

Des milliers de Vénézuéliens se sont rués à la frontière avec la Colombie, ouverte temporairement dimanche 10 juillet, afin d'aller s'y approvisionner en aliments et en médicaments.

Après avoir ordonné la fermeture de la frontière pour raisons de sécurité en août 2015, le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a autorisé le franchissement par les piétons des ponts Simon-Bolivar (Venezuela) et Francisco-de-Paula-Santander (Colombie).

Le Venezuela au bord de la faillite et de la pénurie

Venezuela: les pénuries alimentaires, les pillages et l'effondrement économique actuel vont-ils se propager aux U.S.A ?

La pénurie d'aliments et de médicaments affecte 80 % des produits au Venezuela, en crise à la suite de la chute des cours du pétrole, principal produit d'exportation.



"Productivité apparente"

Patrick Reymond 12 juillet 2016

L'est et le nord de la France ne sortent pas la tête de l'eau, pendant que la région parisienne caracole en tête pour son pib.

Le seul problème, c'est que c'est un pib "apparent".

"La concentration des activités à productivité apparente élevée (finance, information et communication) - et donc à hauts salaires - explique la richesse de l'Île-de-France, dont le PIB par emploi est supérieur de 30 % à la moyenne nationale (105.300 euros contre 70.300 euros)."

La seule chose qui m'étonne, c'est que cela est écrit dans les colonnes du Figaro, et que Paris est la pompe, de manière immémoriale, qui draine les intérêts de la dette publique. Il fallait être près du Roy, pour lui rappeler d'éviter la banqueroute.

Imaginons que ces emplois biens payés soient déportés sur Toulouse, le pib parisien s'effondre.

A cela s'ajoute les effets des loyers sur place, les effets de l'entassement sur place, qui "produit", aussi, un pib par le fait des embouteillages, des transports urbains, etc.

Le pib apparent est donc plus élevé; mais simple effet de l'arrosage de subventions par les pouvoirs publics. Les prix immobiliers délirants faisaient de Paris, une ville aux impôts locaux très doux, comparés à d'autres...

Autant de gagné, la vente à des prix astronomiques crée du Pib et des rentrées fiscales...

Le problème aussi pour Paris, ce sont les fonctionnaires. Centre du pouvoir, les fonctionnaires des services centraux y sont concentrés. Les autres fonctionnaires lambda, doivent survivre avec leurs grille nationale, qui fait d'eux des rois du pétrole dans les bleds, et des merdeux dans les zones tendues. Il en est de même pour les grandes entreprises nationales, avec leurs grilles nationales...

Bien sûr, on peut proposer des SMIC régionaux. Mais le SMIC est tellement bas que je défie ceux qui écrivent cela de vivre avec... Même un seul mois.

Le pib n'est que l'agglomération des services marchands. Ils sont de "valeur", plus élevés dans les villes centres. Renforcer les mégalofoles, cela veut dire simplement renforcer la collecte d'une quantité croissante de merde.

D'ailleurs, la création des "super-régions", s'apparente à une [gabegie sans nom](#). Et très coûteuse.

Il est d'ailleurs amusant de constater que les hommes politiques, souvent "pourfendeurs-du-nombre-de-fonctionnaires-trop-important", vivent largement dans cette région parisienne, bien burnée en fonctionnaires...

[De toute façon](#), ce sont eux qui les engagent.

Dans le Haut Rhin, on a entamé la chasse au salaud de pauvres. Les bénéficiaires du RSA devront faire 7 heures de bénévolat hebdomadaire.

Il faudrait quand même mettre les points sur les "i" et les traits sur les barres. la contrepartie d'un travail, ça s'appelle un salaire. Donc, les bénéficiaires du RSA vont devenir, de fait, fonctionnaires. Même de troisième ordre.

De plus, je serais curieux de savoir où ils vont caser tout ce monde... Et si c'est légal... Mais le respect de la légalité par les hommes politiques, est tout relatif...

Obligations, fonds d'état, le monde capitalise sur les « espoirs » de pauvreté future

Bruno Bertez 12 juillet 2016

La reconnaissance de l'échec de la politique japonaise conduit Abe à ordonner un nouveau round de stimulation.

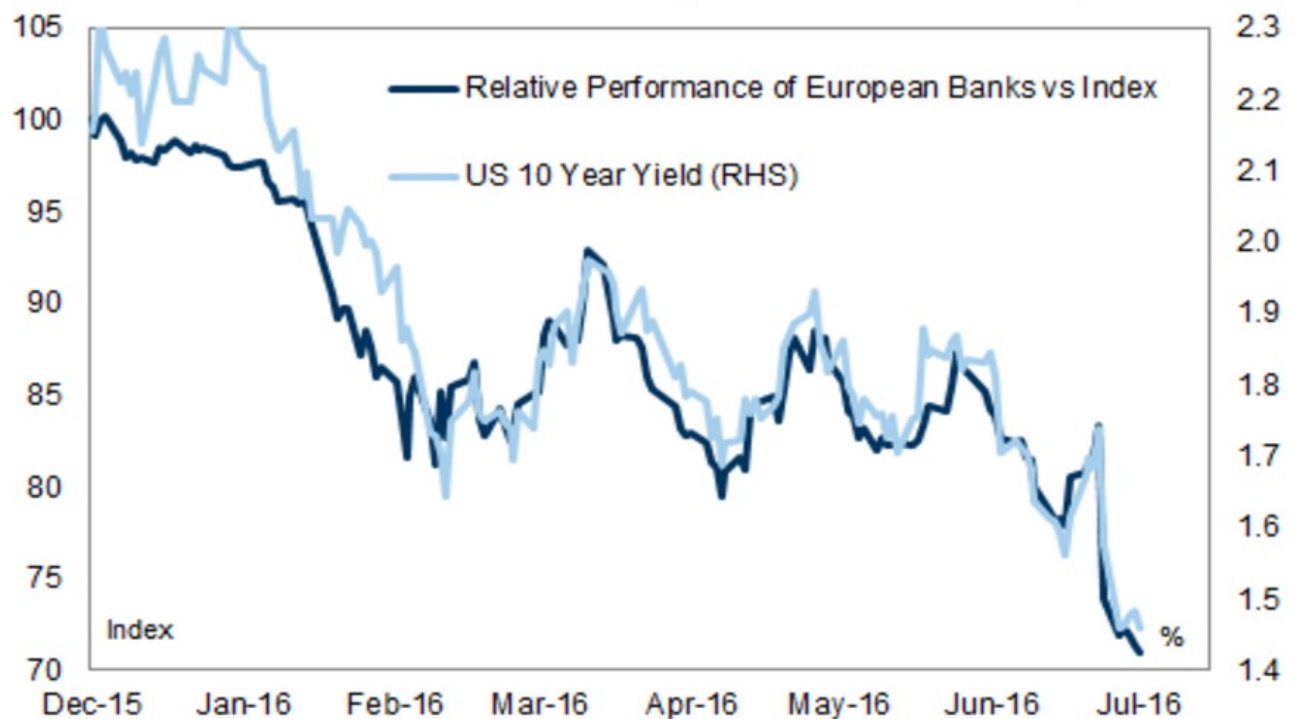
Comme le chien de Pavlov les marchés réagissent, ils frétilent de la queue et commencent à saliver. Les capitaux japonais vont continuer de parcourir le monde à la recherche de la dernière minuscule apparence de rendement qui subsistera.

Les idiots utiles comme Summers ou Bernanke prétendront que les taux bas traduisent la situation économique réelle caractérisée par une croissance séculaire faible, nous, nous dirons que les taux bas traduisent leur insanité et leur névrose de groupe. Ils traduisent la destruction des banques, lesquelles ne peuvent plus garantir le retour des dépôts que nous leur avons confié. La signature des gouvernements surendettés et celle des Corporate en levier intensif est jugée moins dangereuse que celle des grandes banques. Le cours de Bourse de ces dernières, fer de lance théorique de nos systèmes est au plus bas de 30 ans! La signature des banques ne vaut plus rien pour qui est en dehors du système bancaire et se trouve être un client, un déposant soumis aux nouvelles lois sur la non-garantie des dépôts bancaires et au risque de bail-in. Il manque entre 150 et 600 milliards de fonds propres aux banques européennes pour opérer dans les conditions de risque normal, acceptable! C'est le chef économiste de la Deutsche Bank qui vient de le confirmer et encore, en supposant que tout reste ordonné!

Une terrible corrélation entre les banques euros et le rendement du 10 ans US et personne ne se pose de questions!

Relative Performance of European Banks vs Euro Stoxx Index

Plotted Against 10-Year US Treasury Yield



Source: Bloomberg, Goldman Sachs Global Investment Research

Comme l'a expliqué Keynes, dans un monde dominé par le crédit, ce n'est pas le rapport entre l'épargne et l'investissement qui détermine le niveau de staux, mais la croissance du crédit. Et les robinets du crédit sont grands ouverts, si on n'en crée pas plus, c'est parce qu'il reste encore des gens sains d'esprit qui refusent de se lancer dans la ronde infernale et de parier sur le pire.

Il n'y a pas plus de taux naturel que de beurre en branche. La politique monétaire des banques centrales vise à gorger le monde global de cash qui ne rapporte rien en achetant les fonds d'état et les obligations corporate, ce cash est un mistigri dont il faut se débarrasser et ainsi est déclenchée la « search for yield », la course au rendement. La course au rendement conduit à acheter à n'importe quel prix tout ce qui rapporte encore un peu, ceci fait monter les prix des actifs financiers, une performance fictive est ainsi enregistrée, cette performance attire les investisseurs et spéculateurs, ainsi est lancée la mécanique. C'est le tirage de la loterie et du gros lot chaque jour sur le marché obligataire et cela, c'est une vraie bulle, c'est exactement la mécanique du gonflement d'une bulle.

Elle détruit l'investissement productif car les performances sur certains fonds

d'état qui ont été de 22% l'an dernier sont bien plus intéressantes que les performances que l'on peut enregistrer en investissant réellement et de façon utile. Le système crée un effet de richesse en regardant dans le rétroviseur, c'est à dire en valorisant le capital ancien, il n'a plus besoin de regarder devant lui, d'investir productivement pour l'avenir.

Le financier fait concurrence à l'économie productive, il cannibalise le productif ce qui a bien été démontré par un récent prix Nobel . La performance réalisée sur un portefeuille obligataire ne vient plus du rendement distribué par ce portefeuille mais de l'appréciation en capital qui découle de la mécanique Ponzi qui a été mise en place. Les nouveaux arrivants paient la performance de ceux qui les ont précédé ce qui est la définition du Ponzi. La politique des idiots utiles tue l'investissement , elle lui fait concurrence et après ils s'étonnent qu'il reste atone, sans vigueur et ils en tirent argument pour refaire un tour de manège enchanté! Comme nous l'a déclaré la semaine dernière un gérant de réputation mondiale: « les banques centrales nous servent un breuvage empoisonné ».



Nous sommes dans un système qui a dépassé en cynisme celui de la Great Experiment de John Law, le système de Law était « gagé » par les espoirs de développement de la Compagnie du Mississippi, ici le système est gagé ... par les perspectives de ... stagnation future. Bref on s'enrichit grâce à la certitude que l'on ne va plus jamais connaître la prospérité. Le sous jacent du niveau de prix des actifs financiers c'est la certitude que nous ne connaissons plus les taux de croissance d'avant, que le chômage va rester élevé, que la société va continuer de se disloquer.

Nous vivons un monde d'inversion, de névrose totale, la pauvreté future enrichit, parce qu'elle dilue la richesse existante! On achète les obligations pour la performance comme placement risk-off en le faisant devenir très risqué. On achète les actions parce qu'elles rapportent, leur rendement est supérieur à celui des obligations! Bref on achète le risk-on parce qu'il est en pratique devenu risk-off! Le monde marche sur la tête et les grands prêtres ont réussi à faire marche tout le

monde à l'envers, ils assurent que ce sera toujours ainsi! Noir c'est blanc et blanc, c'est noir!

Nous le répétons, nous construisons la phase finale, celle au cours de laquelle le canular, l'escroquerie, l'illusion seront dévoilés et il faudra avoir le courage de juger tous ces David Copperfield de pacotille, et de les punir sévèrement pour l'exemple des générations futures.

UNE LÉGÈRE INFLEXION EUROPÉENNE EN VUE ?

par François Leclerc 12 juillet 2016

Derrière le sauvetage des banques italiennes, que Matteo Renzi déclare « à portée de main », celui d'autres banques se profile après avoir été longtemps dissimulé. Le résultat des tests de résistance de l'Autorité des banques européennes (ABE) est attendu pour le 29 juillet, mais comment croire qu'elle va révéler ce qui a toujours été soigneusement dissimulé ?

Matteo Renzi a mis les pieds dans le plat en soulevant un coin du voile. « Qui connaît la réalité sait que la vraie question sur la finance en Europe n'est pas celle des créances douteuses italiennes, mais celle des produits dérivés des autres banques », a-t-il lancé il y a six jours. Il a été plus précis hier en déclarant : « à mon avis, le problème des banques en Europe ne concerne pas les banques italiennes. La question du crédit en Europe concerne de nombreuses institutions. Je suis beaucoup plus préoccupé par les dérivés des banques des autres pays, c'est ça le vrai problème. » Pour préciser celles qu'il vise, il a fait référence au deux *bad bank* créées par Angela Merkel dès 2009, où 247 milliards d'actifs toxiques ont été parqués, le prenant comme modèle qui aurait du être plus largement suivi...

S'il avait choisi d'être encore plus direct, le dirigeant italien aurait pu faire référence à la déclaration de l'économiste en chef de la Deutsche Bank, David Folkert-Landau, à Welt am Sonntag. Celui-ci a évoqué la nécessité d'un programme de recapitalisation sur le modèle du TARP américain et précisé qu'il pourrait être d'un montant de 150 milliards d'euros. Tout en faisant diversion en attribuant ce besoin aux conséquences de la faiblesse de la croissance, de l'importance de la dette publique, et de la quasi-déflation, sans un mot sur les produits dérivés dont sa banque regorge. Jeroen Dijsselbloem, qui préside l'Eurogroupe, lui a indirectement répondu en déclarant « qu'il y aura toujours des banques réclamant une recapitalisation sur fonds publics » et qu'il n'y aura pas de fenêtre d'opportunité.

A propos des banques italiennes, un compromis serait en passe d'être trouvé, à confirmer. Mais son annonce avant ou après le résultat des tests de l'ABE de fin

juillet fait encore débat, les *faucons* européens voulant marquer le coup et souhaitant procéder clairement en deux temps. Les nouvelles règles du bail-in seraient effectivement appliquées, puis le gouvernement italien serait ensuite autorisé à dédommager les petits investisseurs.

Ce compromis va placer l'Italie dans la même situation que le Portugal, dont le dérapage budgétaire provient du sauvetage de la Banif sous le gouvernement de droite précédent. L'impact ne sera pas identique, mais les marges de manœuvre budgétaires de Matteo Renzi s'en ressentiront. BNP Paribas et Crédit Agricole, dont l'exposition au risque du système bancaire italien n'est pas connue mais serait loin d'être négligeable, pourront alors souffler un peu...

Si cette solution prévaut, il sera toutefois difficile de sanctionner le Portugal en raison de l'origine de son dérapage budgétaire. À cette occasion, la question est clairement posée : un nouveau rapport de force va-t-il s'établir au sein de l'Eurogroupe et des institutions européennes, que la décision vis-à-vis du Portugal et de l'Espagne va sanctionner ? L'état va-t-il être un peu desserré ?